



La pertinence des Centres d'éducation populaire de Montréal

Rapport de recherche

Paul Bélanger
Anouk Bélanger
David Labrie-Klis



Comité d'encadrement

Anouk Bélanger, professeure au Département sociologie de l'UQAM

Paul Bélanger, professeur au Département d'éducation et de formation spécialisées de l'UQAM, cochercheur

Benoît Lord, directeur, Ateliers d'éducation populaire du Plateau

Louise Montgrain, directrice, Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve

Claire Vanier, Service aux collectivités de l'UQAM

Recherche terrain

Anouk Bélanger

David Labrie-Klis, MA sociologie UQAM

Conception, analyse et rédaction

Anouk Bélanger, Paul Bélanger et David Labrie-Klis.

Coordination de la production

Claire Vanier, Service aux collectivités de l'UQAM

Soutien financier

Programme d'aide financière à la recherche et à la création, UQAM - recherche dans le cadre des services aux collectivités, Volet 2

Programme Études-travail

Service aux collectivités de l'UQAM

Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal	Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga- Maisonneuve	Ateliers d'éducation populaire du Plateau
Case postale 8888, Succ. Centre-Ville, Montréal (Qc) H3C 3P8	1691, boulevard Pie-IX, Montréal (Qc) H1V 2C3	4273, rue Drolet Montréal (Qc) H2W 2L7
Téléphone : (514) 987-3177	(514) 596-4488	(514) 350-8881
Télécopieur : (514) 987-6845		(514) 350-8887
www.sac.uqam.ca/accueil.aspx	www.pechm.org/	aepp.ca/

REMERCIEMENTS

Ce projet n'aurait pu être réalisé sans la participation constante de son comité d'encadrement. Un merci spécial à Benoît Lord (directeur des Ateliers d'éducation populaire du Plateau) et Louise Montgrain (directrice du Pavillon d'éducation communautaire le PEC Hochelaga-Maisonneuve) pour leur dévouement et leur implication tout au long de la recherche. Nous voulons également souligner la participation de Claire Vanier du Service aux Collectivités de l'UQAM qui a coordonné le projet. Ses capacités organisationnelles, son expérience et son appui (des premières étapes de financement de la recherche jusqu'à la rédaction du rapport) nous aura permis de mener ce projet à terme.

Nous exprimons toute notre gratitude aux membres des équipes des quatre centres d'éducation populaire (CÉP) ayant pris part à la réalisation de ce projet de recherche (les Ateliers d'éducation populaire du Plateau, le Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve, le Comité social Centre-Sud et le Centre éducatif communautaire René-Goupil).

Un merci particulier à David Labrie-Klis, étudiant à la maîtrise et assistant de recherche, pour son intérêt, sa générosité et sa contribution tout au long de la recherche.

Anouk Bélanger, Département de sociologie, UQAM

Paul Bélanger, Département d'éducation et de formation spécialisées

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	i
1. Contexte de la recherche	1
Objectifs généraux de la recherche	1
Objectifs spécifiques	2
2. Éducation Populaire	3
Problématique de la recherche	3
Revue de littérature	6
Les centres d'éducation populaire de Montréal	12
3. Ligne du temps	14
4. Démarche de la recherche	20
5. Portrait des centres participant à l'étude	21
Les Ateliers d'éducation populaire du Plateau en bref	21
Sa mission et ses pôles d'intervention	22
Quelques chiffres (2011-2012)	22
Le Pavillon d'éducation populaire d'Hochelaga-Maisonneuve en bref	22
Sa mission et ses activités et services	23
Quelques chiffres (2012-2013)	23
Le Centre éducatif communautaire René-Goupil (CECRG) en bref	23
Sa mission et ses activités	24
Quelques chiffres (2012-2013)	24
Le Comité social Centre-Sud (CSCS) en bref	24
Sa mission et ses activités	25
Quelques chiffres (2012-2013)	25
6. Travail de proximité des centres dans leurs quartiers	26
7. Optimiser l'action des centres	30
Synthèse des entrevues de groupe	30
Activités dans les centres	31
La demande	31
Opérationnaliser la demande	35
Éducation/formation	36
C'est l'approche qui compte !	36
Formation des formateurs	38
Impacts	40
Impact des activités	40
Impact du centre dans son quartier	41
La (non) reconnaissance des centres	43
8. Conclusion	47
9. Recommandations	49

Bibliographie	52
ANNEXE 1 -grille d'ENTREVUE ET d'analyse	55
ANNEXE 2 - Le travail de proximité des quatre centres participant à la recherche	57
Ateliers d'éducation populaire du Plateau (AEPP)	57
Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve	60
Centre éducatif communautaire René-Goupil	63
Comité social Centre-Sud (CSCS)	66

1. CONTEXTE DE LA RECHERCHE

Ce projet de recherche fait suite à une étude exploratoire effectuée en 2006 dans le cadre d'un projet soutenu par le programme PAFARC¹ et par le Service aux collectivités de l'UQAM, qui portait sur la nature et les pratiques des CÉP de Montréal (Bélanger, P., Bourret, G. et Ouellet, C. 2007). Dans l'optique de faire reconnaître à leur juste valeur la contribution éducative des CÉP par les principaux ministères, ce premier projet visait à cerner la spécificité des pratiques des CÉP et à démontrer leur contribution au développement du processus d'éducation tout au long de la vie. Le présent projet s'inscrit dans cet objectif général de documenter et démontrer la pertinence et la singularité de l'action éducative des CÉP. Depuis les années 1996-1997, les centres ont subi de lourdes compressions financières, ce qui a affecté de façon importante leur capacité de maintenir l'ensemble des activités mises en place et, par le fait même, de répondre aux besoins grandissants des populations des quartiers qu'ils desservent. Quatre des six centres ont exprimé le besoin d'approfondir la première recherche dans la double perspective de mieux saisir la pertinence de leurs centres et, sur la base de cette analyse, d'optimiser leur action.

Plus spécifiquement, le projet de recherche porte sur l'optimisation de l'action de quatre centres d'éducation populaire de Montréal (le Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve, le Centre éducatif et communautaire René-Goupil, le Comité social Centre-Sud et les Ateliers d'éducation populaire du Plateau). C'est grâce à une subvention de recherche du PAFARC Volet II de UQAM que ce deuxième projet de recherche a pu être réalisé. La recherche, aux termes, fournit une reconnaissance empirique de l'action des CÉP et, ainsi, vient appuyer leur plaidoyer pour conserver les infrastructures et un financement adéquat.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE LA RECHERCHE

- comprendre la mission éducative des CÉP dans leur contexte d'application (quartier et demande sociale) ;
- identifier les actions d'éducation populaire des CÉP;

¹ Programme d'aide financière à la recherche et à la création, UQAM - recherche dans le cadre des services aux collectivités, Volet 2

- documenter leur impact dans leurs quartiers respectifs et développer des « indicateurs » capables de mesurer ces impacts, à partir des réalités propres aux CÉP.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- analyser les pratiques mettant à l'œuvre le lien entre les objectifs des centres et la spécificité des quartiers où ces objectifs prennent forme ;
- mettre à jour les besoins des collectivités desservies par les CÉP ;
- documenter l'impact des actions des CÉP à partir d'indicateurs établis collectivement ;
- mettre en lumière la part de la demande sociale qui échappe aux pratiques et activités des centres eu égard aux publics respectifs ;
- formuler des pistes permettant d'optimiser les actions éducatives et la mobilisation des ressources requises.

Pour atteindre ces objectifs, des données ont été recueillies auprès des quatre CÉP participant à l'étude. Ces données étaient principalement de deux ordres : les rapports d'activités annuels entre 2005-2006 et 2013 et des entrevues avec les acteurs immédiats (responsables permanents, formateurs et animateurs, membres des conseils d'administration des CÉP) et les directions des centres. Les rapports d'activités ont été compilés et une synthèse des entrevues a été réalisée.

2. ÉDUCATION POPULAIRE

PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE

Dans la conjoncture actuelle marquée par un accroissement continu des écarts de niveaux de vie, des publics entiers sont silencieusement exclus de l'éducation tout au long de la vie. Dans le contexte d'une économie de marché éducatif, les milieux à faible revenu et les populations hors du marché du travail n'ont pas accès aux ressources éducatives non formelles (hors des programmes académiques et de la formation professionnelle des institutions scolaires) pour accroître, au fur et à mesure de leurs besoins, leur capacité d'action dans les différents domaines de leur vie quotidienne, tant privée que collective. Ce qui est en jeu et à risque dans ce contexte, c'est l'autonomisation et la qualité de vie de citoyennes et citoyens de ces quartiers, ainsi que la capacité d'action collective de ces communautés.

Le champ de l'éducation populaire est historiquement une enseigne sous laquelle vient se loger une part importante du processus d'éducation et d'émancipation et où les demandes éducatives non reliées au travail de la population adulte trouvent réponse, sans oublier son effet majeur d'accessibilité aux ressources éducatives pour les populations 'échappant' aux institutions scolaires. Toutefois, encore faut-il que les CÉP puissent demeurer des lieux clés de formation et de transformation des communautés.

Dès le début de la révolution tranquille, suite au rapport du Comité d'étude sur l'éducation des adultes, présidé par Claude Ryan (1964), et au Rapport de la Commission Parent qui en a repris les recommandations la même année, ainsi que suite à la création du ministère de l'Éducation, une direction générale de l'éducation permanente (DGEP) est mise en place. Son action porte sur trois secteurs : la formation générale, la formation professionnelle et l'éducation populaire, associée à l'action communautaire. L'éducation populaire était alors définie comme les activités non-créditées dont l' « objectif [est] de promouvoir le développement des individus et des collectivités en préparant les personnes à une participation consciente au devenir de leur communautés» (MEQ, 1981). En 1971, la DGEP estimait que 114 622 personnes avaient participé à ces activités et ce chiffre passera à près de 305 000 en 1979. En 1982, la Commission Jean, dans son Rapport (CEFA), viendra appuyer ce troisième mandat des services d'éducation des adultes,

mais devra constater aussi publiquement des compressions budgétaires sévères en éducation populaire et action communautaire (CEFA, 1982: p. 673) et cela au profit de la formation reliée au travail.

En 1973, les groupes d'éducation populaire se sont regroupés et, avec l'appui de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)², ont formé, en 1973, le Comité de coordination des OVEP (organismes volontaires en éducation populaire) du Québec. C'est lors d'une de ces assemblées générales que la définition de *l'éducation populaire autonome* (ÉPA) a été adoptée. En 1981, ce comité est devenu le MÉPACQ (Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec). Au cours des années, le MÉPACQ, outre son action pour la promotion de l'ÉPA, a participé à plusieurs grands débats sur la défense des programmes sociaux. Plus tard, en 1993, il se donnera un Cadre de référence pour un projet de société et organisera par la suite plusieurs activités en support aux groupes de base pour lesquels il constituera un lieu de réflexion et de prospective. Plus directement en rapport à l'ÉPA, le MÉPACQ a joué un rôle important pour la reconnaissance et le financement de l'ÉPA, encore plus récemment pour rappeler que la politique québécoise d'éducation des adultes continue d'omettre le champ de l'éducation populaire, qu'on définit ainsi «L'éducation populaire autonome est l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyenNEs mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent à court, moyen ou à long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu.»³

C'est depuis les années « 85-87 », en effet, que l'éducation populaire est exclue de la politique québécoise de l'éducation des adultes. Dans les années qui suivent, l'éducation populaire disparaîtra pratiquement des services d'éducation des adultes des commissions scolaires et des

² ICÉA : L'Institut de coopération pour l'éducation des adultes rassemble les forces vives de l'éducation et de la formation des adultes au Québec depuis plus de six décennies dans le but de promouvoir le droit et les possibilités d'apprendre tout au long de la vie. www.icea.qc.ca

³ Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome. 1999. Définition de l'éducation populaire autonome : <http://www.tabledesfedes.qc.ca/epa.html#definition>

cégeps, bien que l'article 247 de la Loi d'instruction publique⁴ et les articles 1, 15 et 16 du Régime pédagogique de la formation générale des adultes⁵ stipulent toujours le rôle des Commissions scolaires en éducation populaire. La politique gouvernementale de 2002 fera silence complet sur ce troisième pilier de l'éducation tout au long de la vie. Le champ de l'éducation populaire, pourtant internationalement reconnu en éducation des adultes (voir UNESCO CONFINTEA V et VI), survit difficilement grâce à son intégration partielle et relative dans le programme d'action communautaire du gouvernement québécois (Québec, 2001) et plus particulièrement le Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE).

À Montréal, les six CÉP ont réussi à demeurer en vie grâce à leur forte intégration dans leur quartier respectif, à la ténacité de leurs équipes dirigeantes et à l'appui de la CSDM. Ces centres constituent un pont historique important entre l'époque de la révolution tranquille et le retour attendu à une politique d'éducation des adultes axée sur une éducation tout au long de la vie, qui ne s'arrête ni au terme de la période de travail rémunéré, c.-à-d. à 65 ans, ni ne se limite au seul domaine professionnel ou académique. Ces centres démontrent dans leur activité l'importance et la pertinence de l'éducation populaire qui abolit les critères d'admission et les limites d'âge pour répondre aux demandes éducatives diverses de tous les citoyens et citoyennes des quartiers. La participation à des activités d'éducation populaire constitue pour les gens des six quartiers un moyen de renouer dans un rapport positif avec l'éducation et l'apprentissage.

Ce contexte a toutefois conduit les centres à adopter une difficile stratégie financière où chacun a dû se donner une vocation officielle spécifique afin de recevoir un appui provincial (exemples: alphabétisation, loisirs ou défense de droits, ...). Ils ont ainsi réussi à maintenir et à bonifier l'appui historique exceptionnel de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) qui se traduit par l'offre de locaux, de certains services et d'une subvention annuelle. Certains CÉP ont aussi obtenu un appui de Centraide Montréal. Ces montages financiers n'arrivent toutefois pas à répondre aux besoins, au point même où le personnel de plusieurs centres, déjà maigrement rémunéré, a dû accepter une restriction salariale et des postes réguliers ont été coupés.

⁴ http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/I_13_3/I13_3.html

⁵ http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/I_13_3/I13_3R9.HTM

Plus important encore, cette situation rend difficile pour les centres de répondre à la demande croissante d'éducation populaire dans leur quartier respectif, qui se transforme démographiquement et rend ainsi les besoins et attentes beaucoup plus diversifiés. Certes, ils y réussissent et le rapport de Bélanger et al (2007) a déjà documenté leurs actions en dressant un portrait de la situation, c'est-à-dire en relevant les principales activités des six CÉP de Montréal et en dégagant la spécificité de leur environnement éducatif. Un des éléments majeurs ressortant de cette étude était la nécessité de renforcer la légitimité publique des centres comme condition nécessaire à l'exercice de leur mandat. Cette légitimation passe nécessairement par une compréhension et une analyse de l'éducation populaire en tant que telle et du rôle qu'elle joue pour les individus et les communautés. Plus spécifiquement, il s'agit d'étudier l'apport spécifique de l'éducation populaire dans ses différentes dimensions : appui à la promotion collective d'un milieu, source de socialisation autonome et critique et donc d'émancipation, lieu de production collective de savoirs, expérience d'autogestion éducative et laboratoire de nouvelles pratiques éducatives à l'écoute de la culture des milieux (Bélanger 2009). Concrètement, cette légitimation passe par la recherche de solutions quant aux actions éducatives ainsi qu'aux stratégies de mobilisation des ressources.

Enfin, la survie et le développement des CÉP ne peuvent être analysés et renforcés sans prendre en compte le contexte actuel de politiques unidimensionnelles de formation continue axée exclusivement sur l'employabilité.

REVUE DE LITTÉRATURE

L'éducation populaire, terme éludé du discours des instances politiques, renvoie tant à la notion d'émancipation des citoyens par une prise en charge collective et autonome de la dimension apprenante de l'humain, qu'aux demandes éducatives non reliées au travail des citoyens et citoyennes. Son apport au développement des individus et des sociétés à l'international comme au Québec est indéniable et son lien avec les mouvements sociaux et communautaires n'est plus à démontrer. Or, ses manifestations modernes et passées sont à la fois multiples et imprécises. Plus spécifiquement, l'émergence dans les années 70 à Montréal de six CÉP venait tenter

d'institutionnaliser la pratique de cette forme d'éducation historiquement non- et in- formelle. La mission de ces centres étant donc de prendre en charge les besoins éducatifs des membres de la communauté dans laquelle ils se sont respectivement implantés, il est aujourd'hui pertinent de documenter les pratiques pour mieux comprendre comment optimiser l'action des centres et ainsi répondre à la demande sociale qui a nécessairement évolué depuis environ 40 ans.

Toutefois, une multitude de définitions, de concepts, de processus et de critères différents renvoie à la pratique d'éducation populaire et rend difficile d'en tracer les contours. Tentons de démêler le tout et de montrer de quelle éducation populaire il s'agit dans le cas des CÉP.

Plusieurs termes de la littérature de l'éducation semblent se recouper, voire être synonymes. Pourtant, certaines différences s'avèrent très importantes dans la compréhension de la pratique d'éducation, plus précisément lorsqu'il s'agit d'éducation populaire, et il semble pertinent de montrer en quoi ces divergences importent dans l'emploi du vocabulaire adéquat. Énumérons tout d'abord quelques-uns de ces concepts et définissons-les par la suite, afin de mieux cerner la spécificité des CÉP.

Éducation tout au long de la vie

« Un projet global qui vise aussi bien à restructurer le système éducatif existant qu'à développer toutes les possibilités formatives en dehors du système éducatif; dans un tel projet, l'Homme est agent de sa propre éducation par l'interaction permanente entre ses actions et sa réflexion » (UNESCO, Cadre d'action de Belém, 2009)

Éducation des adultes

« L'ensemble des processus organisés d'éducation, quels qu'en soient le contenu, le niveau et la méthode, qu'ils soient formels ou non formels, qu'ils prolongent ou remplacent l'éducation initiale dispensée dans les établissements scolaires et universitaires et sous forme d'apprentissage professionnel, grâce auxquels des personnes considérées comme adultes par la société dont elles font partie développent leurs aptitudes, enrichissent leurs connaissances, améliorent leurs qualifications techniques ou professionnelles ou leur donnent une nouvelle orientation, et font évoluer leurs attitudes ou leur comportement dans la double perspective

d'un épanouissement intégral de l'Homme et d'une participation à un développement socio-économique et culturel équilibré et indépendant » (UNESCO, 1976⁶).

Éducation formelle

« En combinant les critères de rattachement individuel administratif et de finalité, elle comprend tous les enseignements aboutissant à des diplômes ou des qualifications, enseignements relevant en général de l'État ou d'institutions parapubliques, quelques fois d'institutions privées reconnues; ces institutions ont alors comme activité principale l'enseignement. Les diplômes sont délivrés dans des institutions spécialisées dans l'enseignement, c'est-à-dire en dehors des lieux dans lesquels ils doivent servir : l'entreprise, les institutions de la vie sociale, culturelle, etc... » (ICEA, 1987⁷)

Éducation semi-formelle

« Au sein du réseau scolaire formel se sont développées des pratiques éducatives s'éloignant plus ou moins considérablement des exigences formelles les plus caractéristiques. L'assouplissement de très légers peut parfois aller à une remise en cause profonde de certains critères formels. Par exemple, il pourra parfois s'agir d'assouplissement des critères d'admission pour des clientèles n'ayant pas les prérequis jugés autrement indispensables, ou encore de rythme d'apprentissage modulé aux capacités spécifiques de la clientèle. Dans une perspective d'assouplissement encore plus importante, on pourra rencontrer des clientèles qui s'imposent leur propre cheminement au travers d'une multiplicité d'activités éducatives sans que leur performance ne soit annotée formellement. On se rapproche alors beaucoup de la notion de cheminement autodidactique » (Bibeau, 1988)

Éducation non-formelle

« Elle comprend les autres prestations éducatives ne conduisant pas à un diplôme ou une qualification reconnue, développées dans <des centres d'éducation des adultes d'institutions d'enseignement ou> d'institutions dont l'activité principale n'est pas l'enseignement,

⁶ http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13096&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

⁷ http://bv.cdeacf.ca/bvdoc.php?no=2004_12_0601&col=EA&format=htm&ver=old

notamment : les entreprises organisant des formations pour elles-mêmes, les institutions socioculturelles, dont la raison d'être est l'animation, les mouvements associatifs (éducation à la consommation, défense juridique, écologie, sport...), les institutions locales à caractère politique, économique ou administratif (municipalité, CLSC, organismes de développement régional, ...) Les partis, les syndicats, les Églises. » (ICEA, 1987)

Éducation informelle

Elle comprend toutes les activités et expériences d'apprentissage toutes les activités et expériences d'apprentissage qui ne revêtent pas les caractéristiques typiques de l'éducation structurée (objectif explicite, programme prévoyant une séquence, une évaluation, ...). « Il est difficile de faire une évaluation quantitative et comparative de l'éducation informelle. Mais on peut penser qu'elle est très importante et que son importance s'accroît avec la croissance des moyens, et l'augmentation du temps libre. » (ICEA, 1987)

Éducation populaire

L'éducation populaire est l'ensemble des pratiques éducatives répondant aux projets de développement personnel et social des individus et des groupes au sein de la société civile. Elle constitue, au côté de la formation académique et de la formation reliée au travail, l'un des trois piliers de l'éducation et formation des adultes. Ce champ spécifique regroupe, d'un côté, l'éducation populaire organisée sous forme de formations structurées non formelles s'adressant à l'ensemble de la population, et, de l'autre côté, la formation reliée à l'action des mouvements sociaux.. Les participants à l'éducation populaire, dans les réseaux d'organismes volontaires ou les services publics d'éducation des adultes ne le font pas dans le but de parfaire leur formation professionnelle ou d'obtenir un degré académique, bien que cette éducation, reliée à leur développement personnel et collectif, puisse avoir une incidence positive au travail ou dans un retour éventuel à la formation, et cela grâce à une meilleure compréhension de leurs capacités et une plus grande autonomie ainsi acquise.

Les activités des CÉP répondent évidemment de l'idée de l'éducation tout au long de la vie. Effectivement, leurs activités enrichissent les possibilités d'apprentissage des individus et des

collectivités. Bien qu'ils se situent majoritairement dans le champ de l'éducation aux adultes, leurs activités se veulent en général ouvertes à tous et n'excluent pas la participation des jeunes. D'ailleurs, certains centres ont parmi leur programme des axes d'intervention orientés sur la jeunesse, de la naissance à l'adolescence. Dans les faits, les centres tentent de répondre aux besoins de la population du milieu, sans égard pour l'âge ou pour quelque autre critère d'admission. Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils soient en mesure de le faire à tout moment ou que la demande sociale effective les amène à travailler avec toutes les tranches d'âge. Pour eux, l'éducation d'une personne ne se termine jamais, ni ne se limite au travail rémunéré. Les citoyens sont toujours en droit d'apprendre et la curiosité 'naturelle' ne doit pas être limitée aux domaines de la formation académique ou professionnelle.

Les CÉP, pour leurs activités d'éducation structurées (« éducation on-formelle ») ont mis en place des structures éducatives, établi des objectifs pédagogiques et retenu des professionnels qui enseignent ou accompagnent les participants dans leur démarche d'apprentissage. Ils organisent des ateliers, des cours, des sessions d'information et autres activités qui, sans être liées à une obtention de diplôme ou une reconnaissance formelle par une autorité quelconque, sont toutefois structurées. D'autres activités moins structurées, plus larges et ouvertes font partie de leur activités d'éducation informelle, telles les midi-causeries, les expositions commentées, l'action bénévole, les événements festifs, etc.

Hal Beder (1996) rappelle que l'éducation populaire a un lien privilégié avec les organismes et réseaux communautaires (*Community based organizations*, CBO). Il explique que sa pratique est fondamentalement plus appropriée et adaptée au milieu communautaire que la formation formelle (certifiée) : 1- L'approche horizontale et enracinée (*bottom-up*) de l'éducation populaire est plus compatible avec les modes d'apprentissage des milieux visés; elle est alternative à l'approche didactique de l'éducation académique; 2- l'éducation populaire est plus adaptée aux milieux visés communautaires, notamment en ce qui concerne le travail avec les populations locales, dans une visée de changement social et d'amélioration des conditions de vie. Ceci dit, plusieurs pays, dont le Québec au moment de la *Révolution tranquille*, ont aussi ouvert, dans leur réseau public d'éducation des adultes, des services d'éducation populaire. Mais, vu l'évolution

historique notée plus haut, la mission d'éducation populaire des commissions scolaires a connu à partir de 1985-86 une crise majeure. C'est pourquoi les CÉP, financés en grande partie par la CSDM, se sont institutionnalisés en organismes communautaires, ayant un lien fort avec le milieu dans lequel ils se sont implantés. « Les rapports d'activités des différents centres traduisent bien la préoccupation de répondre aux besoins de la population du quartier, particulièrement ceux des personnes vivant en situation de pauvreté ou vivant différents types d'exclusion ou de marginalisation. Certains font état d'activités précises mises en place (sondage, démarchage, portes ouvertes, etc.) afin de mieux saisir les besoins de la population du quartier. » (Rapport 2006).

Rappelons qu'il existe une tension historique entre deux formes ou orientations d'éducation populaire. L'une, celle de l'intégration-adaptation, vise la socialisation de l'apprenant dans le sens de la culture dominante, tel que, par exemple, les cours offerts au public immigrant sur les lois et règlements du pays d'accueil ou encore les activités de "thérapie occupationnelle" pour les personnes âgées. La seconde, celle de la promotion collective, vise à émanciper l'individu et la collectivité dans une prise de conscience de sa réalité, de ses conditions de vie, afin de transformer son état, comme, par exemple, les formations organisées par les comités syndicaux de condition féminine. Cette tension réside dans le processus éducatif qui part soit de l'idée qu'il faut adapter l'apprenant aux normes et valeurs dominantes, soit de l'idée qu'il a déjà un vécu, une réalité, lesquels sont déjà en soi un apprentissage, et que l'éducation populaire, par la mobilisation de nouveaux savoirs et savoir-faire, vise à accroître son autonomie d'action dans les différentes sphères de la vie quotidienne. Il existe évidemment toujours une tension dynamique entre ces deux pôles. Il reste que l'approche des CÉP vise à la fois l'émancipation des individus et la promotion collective; elle mise sur « le potentiel éducatif de chaque personne dans le contexte où elle se trouve », c'est ce qui est à la base même du processus d'apprentissage développé par les centres. Les CÉP jouent donc un rôle indispensable dans une « société éducative multiculturelle », à la fois par l'accès qu'ils permettent aux personnes vivant différentes formes de marginalisation, d'exclusion sociale ou culturelle, ainsi que « par la possibilité qu'ils offrent à ces personnes de développer leurs aptitudes et de pouvoir ainsi acquérir une plus grande autonomie et prendre une part active et éclairée à la vie de la collectivité. » (Rapport 2006)

Pour conclure, définissons aussi l'activité des CÉP par rapport au programme scolaire constitué selon les termes de Roch Bibeau, qui explique que la pratique de l'éducation non-formelle est compensatoire, complémentaire et alternative. Compensatoire parce que les activités visent à répondre aux besoins de formation reliés aux besoins et aspirations des populations locales insuffisamment prises en charge par le réseau scolaire. Elles prennent aussi en charge les personnes qui n'ont pas eu accès au réseau scolaire ou qui n'ont pu satisfaire leurs exigences. Complémentaires puisqu'il y a prise en charge des besoins dont ne tient pas compte le réseau scolaire, c'est-à-dire les besoins qui ne sont pas en lien avec sa mission, ou pour lesquels l'initiative non-formelle est plus efficace de par son approche flexible et son rapport de proximité avec les populations. Finalement, alternative car les activités d'éducation populaire entretiennent une relation particulièrement étroite entre contenu de la formation et réalités du participant et qu'elles présentent une ouverture aux expériences pédagogiques novatrices. Roch Bibeau ajoute que, depuis les années 70, ce qui coïncide avec l'avènement des CÉP, le courant de l'éducation populaire s'inscrit plus dans cette logique alternative avec l'émergence des nouveaux mouvements sociaux et des activités éducatives qui en découlent, les activités d'éducation populaire devenant ainsi des laboratoires de nouvelles pratiques et un instrument d'auto-développement des milieux plus démunis.

LES CENTRES D'ÉDUCATION POPULAIRE DE MONTRÉAL

C'est à la fin des années « 60 » que la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), qui deviendra la Commission scolaire de Montréal (CSDM), prend la décision de créer, à la demande de groupes de citoyens des six quartiers, des centres autogérés d'éducation populaire. Le premier centre, le Carrefour d'éducation populaire, sera fondé en 1969, puis suivront la création des cinq autres centres : le Comité social Centre-Sud et le Comité d'éducation des adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri (CEDA) en 1971, le Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve (PEC) en 1972, les Ateliers d'éducation populaire du Plateau en 1973 et le Centre éducatif et communautaire René-Goupil en 1977.

La commission scolaire décide alors de supporter les six centres tant par l'allocation des locaux que par un appui financier aux activités éducatives. Toutefois, à partir des années « 80 » et surtout de la décennie suivante, les commissions scolaires du Québec perdent les budgets pour l'éducation populaire et doivent éliminer ce champ du programme d'activités de leurs Centres d'éducation des adultes (Doray, Bélanger, 2014). La CECM décide de conserver certaines initiatives, d'abord son appui aux six centres, soit le support matériel et un aide financière limitée, puis le développement du Centre de ressources éducatives et pédagogiques (CREP), lequel a pour but de promouvoir l'acquisition de connaissances et le développement d'habiletés, d'aptitudes et de comportements axés sur la situation de vie des adultes, des groupes et des communautés. Plus tard, en 2006, voyant leur situation fragilisée, les six centres obtiennent des Services aux collectivités de l'UQAM la conduite d'une première recherche qui dressera l'état des lieux, documentera les actions éducatives des six centres pour la période 1997-2005 et démontrera la spécificité de leur action éducative (Bélanger, Bourret, Ouellet, 2007).

Les restrictions budgétaires imposées à la CSDM à partir des années 2007-2008 viendront rendre la situation plus critique, sans oublier la divulgation récente de la vétusté des bâtiments. Il importe alors de compléter et remettre à jour le tableau de 2006 et surtout documenter la demande éducative auquel répondent, malgré leurs moyens limités, les CÉP. Ceci est un des objectifs de la présente recherche. Le paradoxe ici est la précarité des six centres face à une mission éducative plus nécessaire que jamais afin de permettre aux citoyennes et citoyens de ces quartiers de se donner les moyens de se prendre en charge individuellement et collectivement et d'exercer pleinement leur citoyenneté. Cette mission d'éducation populaire est d'ailleurs reconnue par l'UNESCO comme un des piliers essentiels de l'éducation des adultes (UNESCO, Belém 2009, UNESCO 2009).

3. LIGNE DU TEMPS

La ligne du temps réalisée dans le cadre du présent projet, quoique non exhaustive, a pour but de rappeler les jalons de la formation et de la transformation de l'éducation populaire au Québec. Afin de compléter la mise en contexte historique, ces développements sont mis en lien avec les grandes lignes de l'éducation populaire dans d'autres contextes nationaux et à l'international, dans le tableau qui suit.

Période	L'éducation populaire à l'étranger	Contexte	Éducation populaire au Québec
XIX	Fondation dans les pays scandinaves du mouvement « popular enlightenment » : création en 1844 des Hautes Écoles populaires sous l'impulsion du danois Nikolai Frederik Severin Grundtvig. Développement des cercles d'études dans les pays scandinaves Dans les universités britanniques, après 1871, organisation de conférences et formations pour les « non academic citizens ». Création en Grande Bretagne au XIX siècle des <i>Working men's colleges</i> et, en 1903, du Worker Education Association (WEA)	Avant la révolution française, l'éducation était un privilège. Un des apports importants de la Révolution a été d'étendre les opportunités éducatives à tous les citoyens. La Révolution industrielle est un des moteurs de l'éducation populaire. Deux grands courants: socio-démocrate suite à la troisième internationale (ex. Fabian en G.B.) et marxiste (ex. Central labour college, la revue <i>Plebs</i> et les universités ouvrières italiennes). 1836 Abolition de la loi sur l'éducation au Québec et abolition du système scolaire Révolte des patriotes 1837-38 La période d'industrialisation (1850-1870) et d'urbanisation crée de nouveaux besoins sociaux et éducatifs qui favorisent l'émergence d'association diverses (principalement travailleurs/syndicats et coopératives)	Quasi inexistence de plateformes formelles d'éducation des adultes. Système éducation peu structuré et faible fréquentation scolaire. Rôle prédominant des églises et du privé. Action collective, prise de conscience, mobilisation, conscientisation. Émergence d'association diverses : sociétés scientifiques, historiques, patriotiques, littéraires, ethniques, d'entraide, etc. (initiatives privées). Exemples : Ordre du Bon Temps (1605), Institut Canadien de Montréal (1844), Société Saint-Jean Baptiste (1834), YMCA (1851), cercles agricoles (1870-1880). 1880).
1900-1945	Expansion du courant scandinave: hautes écoles populaires scandinaves et cercles d'étude, Mouvement d'éducation communautaire en Grande Bretagne: les <i>extra-mural studies</i> et, issue du mouvement Fabian, le (WEA)	Courants chrétiens d'éducation populaire comporte deux écoles: école de Nicolet et Action catholique Importance des syndicats et de la formation syndicale Développement du mouvement coopératif	Formation syndicale; 1928 - Montreal Mechanic's Institute (2) : Premier organisme d'éducation destiné aux travailleurs québécois. Enseigne les arts et la science afin de préparer artisans, apprentis et ouvrier à répondre aux besoins de l'industrie. Il agit à titre de bibliothèque, de collège

	<i>worker's education association.</i> En France, mouvement de résistance qui se développe durant la guerre: le réseau Peuple et culture, la Ligue laïque de l'enseignement, les Foyers Leo Lagrange,	Les institutions d'enseignement supérieur créent des services d'extension et s'intéressent de plus en plus à la vie communautaire Crise des années 30 : mouvement de riposte à la dégradation des conditions de vie des milieux populaires et formation politique et sociale. Radicalisation et remise en question des modèles économiques dominants. De 1936 à 1939 et de 1944 à 1959, la présence du régime Duplessis au pouvoir entraîne un fort mouvement de contestation.	technique, de centre de référence, etc. Plus axé sur la communauté anglophone. 1920 : Coop. de pêcheurs comme alternative aux oligopoles (...) Caisses populaires Desjardins : 1900 à 1920 est œuvre d'éducation populaire : compréhension des problèmes socio-économique que pose aux classes populaires le libéralisme économique et le déploiement de l'entreprise capitaliste. (2) Début du mouvement Antigonish (1920) Création de la Faculté des sciences sociales de l'U. Laval. (Père Lévesque en 1938) et Service Extension (1944) Camps Laquemac (Fusion entre Camps Macdonald (1941) du Service d'éducation des adultes de l'université McGill et du Service Extérieur de U. Laval) Mise sur pied d'universités ouvrières et populaires, du Labour College, des clubs ouvriers, de mouvements de chômeurs, d'associations humanitaires, de mouvements de solidarité féminine, etc. Émergence du mouvement de l'animation sociale (qui prendra son essor en 1960 avec les comités de citoyens. Institut populaire des pères Jésuites, chambres de commerce, associations de parents, coopératives, Jeunesses musicales du Canada Mouvements d'association catholique : - Milieu ouvrier - Jeunesse ouvrière catholique (JOC), Ligue ouvrière catholique (LOC), - Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), - Milieu de la bourgeoisie - Ligue indépendante catholique (LIC) - Milieu rural – Jeunesse agricole catholique (JAC), Cercle des
--	--	--	--

			fermières de la province de Québec, Union catholique des cultivateurs (UCC) - Milieu familial – Service d'éducation familiale du comité diocésain d'Action Catholique, Service de préparation au mariage de la LOC, écoles ménagères - Milieu étudiant – Jeunesse étudiante Catholique (JEC) - Milieu du loisir – Œuvre des terrains de jeux (OTJ)
1945-1960	Dans la reconstitution nationale du Japon et de l'Allemagne on revendique une éducation populaire à la démocratie. On crée à ce moment les Hautes écoles populaires allemandes et, au Japon, l'<i>éducation sociale</i>. Les forces démocratiques ont pris en charge ces réseaux et les ont transformés en éducation populaire. En Europe de l'Est, on crée le mouvement d'éducation populaire <i>Znania</i>, centré sur la vulgarisation scientifique. Au même moment dans les pays en voie de développement, les mouvements de libération nationale partent des initiatives d'éducation populaire.	Après-guerre (démobilisation, reconversion industries, démocratie) Les trente glorieuses. L'état-providence est en pleine expansion. Période de contestation et organisation d'alternatives	Lutte pour le logement, coopératives de consommateurs et de producteurs, usage de médias, formation à l'intervention communautaire. ICEA (1956) fait la synthèse entre 2 mouvements : chrétien (courant nommés ci-haut) et laïque (syndicats en grande partie) L'éducation syndicale inclut de plus en plus les dimensions politique et sociale (1949 – grève de l'amiante). Importance de la radio (médium éducatif, f, émissions à visée d'éducation populaire) Le Canadian association for Adult Education (CAAE) fonde le comité français d'éducation des adultes, lequel qui sera indépendant en 1946 (société canadienne d'enseignement postsecondaire) et deviendra en 1956 l'ICEA
1960-1983	Mouvement populaire de résistance et d'éducation populaire autonome en Amérique Latine (en opposition aux régimes autoritaires en Argentine, au Brésil, au Chili, en Uruguay). De manière générale les budgets se resserrent mais les programmes se maintiennent.	Mouvement social (révolution tranquille) : modernisation de la société québécoise Importance du mouvement de l'animation sociale, émergence des comités de citoyens et groupes populaires (Blondin, 2008) : initiatives populaires de prise en charge des besoins entre terme de service, de lutte sur des enjeux collectifs (conditions de vie) et au niveau municipal	Émergence d'organismes d'éducation populaire autonome : Association coopératives d'économie Familiale (ACEF), Comptoirs alimentaires, Association de défense des droits sociaux (ADDS), Carrefour des jeunes travailleurs, Maison des chômeurs, Assemblée nationale d'Action-chômage, Opérations dignité, Garderies populaires, Clinique des citoyens de Saint-Jacques, Clinique

	L'Europe de l'Est maintient ses programmes Znanja, l'Allemagne maintient ses programmes HEP, mais en France on resserre les budgets. L'Espagne, la Grande Bretagne, l'Irlande et l'Italie continuent leurs programmes d'éducation populaire (Universités ouvrières, hautes écoles populaires, éducation communautaire, etc.). 1972, création de l'ICAE (International Council for Adult Education) qui au plan mondial le mouvement international défendra, lors des différentes conférences mondiales, la place de l'éducation populaire dans les politiques d'éducation des adultes	1960-1964 RAPPORT PARENT Le Comité Ryan livre son rapport en même temps que le rapport Parent en 1964. Impact majeur de ces rapports: une politique d'éducation des adultes est proposée et on crée une Direction générale de l'éducation des adultes. 1983, le Rapport de la Commission Jean (CEFA) qui prône l'importance de l'éducation populaire tant dans les réseaux publics que dans les réseaux associatifs, aura peu d'effet en raison de la situation économique.	communautaire Pointe-St-Charles Création des 6 centres d'éducation populaire à la CECM de Montréal. 1964 - Création du Ministère de l'éducation L'ICEA joue un rôle important pour faire une place à l'éducation populaire dans les politiques éducatives et aide à la forma du réseau des OVEP. On crée dans les CÉGEP les SEAPAC et dans les Commissions scolaires les Services d'éducation des adultes. Aux deux niveaux, l'éducation populaire (éducation socioculturelle et action communautaire) fait alors partie de l'offre régulière de formation. En 1973, on crée un Service aux Collectivités dans certaines universités, Une politique d'appui public aux organismes volontaires d'éducation populaire est adoptée. Elle inclut les ACEF, les CFP, le Centre St-Pierre, l'AFEAS, les SPM (service de préparation au mariage), les groupes de femmes, la formation syndicale, etc. 1980 - Commission Jean sur l'éducation des adultes
1983 à nos jours	L'Union Européenne, via le programme Gruntvig, adopte un programme de support à l'éducation des adultes incluant l'éducation populaire. En Europe de l'Est, le courant	Crise du pétrole commence à avoir un impact majeur à la fin des années 1970s et surtout à partir de 1983: casse les budgets aux actions et courants d'éducation populaire. En 1985, Confintea IV (Conférence internationale de l'UNESCO sur l'éducation des adultes) la <i>déclaration sur le droit d'apprendre</i>.	À ce moment, 1983, disparaissent les programmes d'action sociocommunautaires dans les cégeps et d'éducation populaire dans les SEA des commissions scolaires. qui avaient alors quelque 300 000 inscriptions par année dans leurs programmes d'éducation populaire. Le gouvernement dégrade la direction de l'éducation des adultes au sein du ministère de l'éducation.

Znania est en crise, mais au nord de l'Europe de l'Ouest l'éducation populaire se maintient.		1997: Déclaration d'Hambourg dans le cadre de Confintea V : proposition forte sur l'éducation populaire reliée à la santé, au contrôle de population, à l'environnement, l'éducation dans les prisons, aux droits humains, à la promotion des femmes, ...) 2009: Confintea VI prône de nouveau l'éducation populaire. Tous les sommets des années 1990s (Rio, Rome, Caire, Copenhague, Beijing, Istanbul) : adoptent des résolutions demandant des mesures d'éducation citoyenne dans leur champ respectif.	Et ce malgré un rapport de la Commission Jean. Les OVEP et les organismes d'alphabétisation sont maintenus ainsi que les 6 centres à la CECM. La formation syndicale est exclue du programme des OVEP. L'animation socioculturelle et les medias communautaires se maintiennent mais vivent. 2000, le Rapport Larose sur l'action communautaire a pour effet de tout englober sous le concept d'action communautaire y compris l'éducation populaire. On ne gardera au ministère de l'éducation que la formation des formateurs et les organismes populaires d'alphabétisation. L'éducation populaire est fondue dans l'action communautaire. Les groupes écologiques émergent. La FTQ crée le Collège des travailleurs. 2002: On adopte une politique gouvernementale Politique d'éducation des adultes et de formation continue, qui fait silence sur l'éducation populaire. Le Québec adopte les recommandations de Confintea V (UNESCO) de 1997, mais réduit l'éducation des adultes à la formation générale formelle et à la formation reliée au travail; l'éducation populaire est renvoyée au programme d'action communautaire et aux loisirs. Le rôle des institutions publiques en éducation populaire est évacué des nouvelles politiques publiques. Impact sur les 6 centres deviennent une singularité dans les politiques publiques au Québec.
---	--	--	--

L'histoire de l'éducation populaire commence en Europe dès le début du XIX^{ème} siècle, surtout au nord du continent. Ce domaine de l'éducation des adultes se généralisera dans l'ensemble des pays industriels au début du XX^{ème} siècle. Les premiers programmes d'appui public à l'éducation populaire seront mis sur pied dans les pays nordiques dès cette période.

Dans les pays en émergence, l'éducation populaire apparaîtra après la seconde guerre mondiale, au moment où ces pays se départiront du pouvoir colonial; l'éducation populaire vient alors en appui au mouvement de libération nationale. C'est aussi à cette période que débiteront les mouvements d'éducation populaire autonome en Amérique latine et dans les pays vivant sous les régimes de l'apartheid. C'est aussi après 1945 qu'apparaissent les premières politiques accompagnées de dispositifs institutionnels en Allemagne, en France, en Grande Bretagne, au Japon et en Union soviétique.

Au Québec, jusqu'à la révolution tranquille, l'éducation populaire sera le fait d'initiatives volontaires de mouvements confessionnels à vocation sociale, de coopératives, de fédérations syndicales, etc. Les premières politiques et dispositifs publics seront créés à la fin des années 60 et au début des années 70, suite aux rapports Ryan et Parent. C'est à ce moment que sont instaurés les programmes d'éducation populaire dans les services d'éducation des adultes des Commissions scolaires et des cégeps et dans les services aux collectivités au niveau universitaire, de même que les programmes de support aux organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP). Sont aussi créés à la même époque les six CÉP de Montréal.

La crise financière de la fin des années 70 et du début des années 80 a été l'occasion pour les gouvernements québécois d'alors de mettre fin aux programmes d'éducation populaire dans les Commissions scolaires et les cégeps, tout en maintenant le support aux OVEP. La CECM maintient aussi son appui aux six centres. En 1990, on réformera le programme des OVEP en créant deux nouveaux programmes en appui à l'éducation populaire autonome (PSEPA) et à l'alphabétisation autonome (PSAPA), ces deux programmes rejoignant à eux deux plus de 800 organismes volontaires.

Toutefois en 2000, suite au Rapport Larose sur l'action communautaire et à la politique qui y donnera suite, on intégrera et absorbera l'éducation populaire dans la nouvelle politique d'action communautaire, pour ne garder au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) via le PACTE que les 132 organismes d'alphabétisation populaire, quelques 10 organismes de formation reliés à l'action communautaire et 15 organismes d'action communautaire en appui au travail scolaire. Certes, la reconnaissance gouvernementale de l'action communautaire et de l'économie sociale constitue un acquis majeur, mais, ce faisant, on évacue les activités spécifiques d'éducation populaire, non plus seulement au sein des réseaux publics comme en 1983-1984, mais maintenant aussi dans les réseaux associatifs. Le mot même d'éducation populaire disparaît des politiques éducatives québécoises, sauf à la CSDM, via le Centre de ressources éducatives et pédagogiques (CREP) et les six CÉP, qui verront leur continuité sinon leur survie, remise de plus en plus en question.

Alors que l'éducation populaire est pratiquement évincée des réseaux publics d'éducation des adultes et que plus de 600 OVEPs perdent leur appui du MELS, l'UNESCO organise en 1997 et en 2009 deux grandes conférences mondiales (CONFINTEA V et VI) qui rappelleront l'importance pour les États-membres de reconnaître l'éducation populaire dans leurs politiques nationales d'éducation des adultes. Ces deux conférences, ainsi que celle de 1985, soulignent que les politiques d'éducation tout au long de la vie n'ont du sens que dans la mesure où elles portent sur le développement continu de savoirs et compétences dans tous les domaines de l'activité humaine.

4. DÉMARCHE DE LA RECHERCHE

La première étape de ce projet consistait à : (1) compléter la recension des écrits sur l'éducation populaire, les expressions de cette demande sociale peu reconnue ainsi que les pratiques éducatives structurées et informelles, (2) identifier des indicateurs pertinents organisés selon les quatre niveaux suivants : a. satisfaction des participants, b. compétences et savoirs acquis et maîtrisés, c. pertinence et utilité dans l'action immédiate, d. impact sur la vie de quartier et sur le quartier.

La recherche terrain, de nature participative, était divisée en deux volets. Le **premier volet** a procédé par des entrevues de groupes auprès d'acteurs immédiats (responsables permanents, formateurs et animateurs, membres des conseils d'administration des CÉP). Deux entrevues ont été conduites en décembre 2012 et mai 2013. Les centres participant à l'étude ont été regroupés deux par deux pour ces entrevues. Les thèmes abordés (voir grille en annexe 1) sont les suivants : Comment s'exprime et s'opérationnalise la **demande**; la formation reçue et l'**approche éducative** proposée; l'**impact** des activités et du centre.

Le **deuxième volet** de la recherche consistait, suite aux analyses des premières séries d'entrevues, à organiser une discussion collective avec les directions des CÉP. Cette discussion s'est organisée autour des thèmes suivants : les pratiques les plus significatives, les impacts réels et les résultats non atteints selon les indicateurs sélectionnés, les demandes non répondues et une exploration prospective des besoins, les pistes permettant d'optimiser l'action des centres. Cette discussion de groupe avait pour principal objet de réfléchir aux quatre objectifs de la recherche et ainsi voir émerger des pistes d'optimisation de l'action des centres.

5. PORTRAIT DES CENTRES PARTICIPANT À L'ÉTUDE

Les Centres faisant l'objet de ce projet de recherche cumulent chacun plusieurs décennies d'action et de présence dans leurs quartiers respectifs (voir ligne du temps). Nous présentons ici un portrait de ces centres par l'entremise de fiches descriptives générales, présentées dans les pages qui suivent, et de portrait du travail de proximité effectué par chacun de ces centres, présenté au chapitre qui suit.

LES ATELIERS D'ÉDUCATION POPULAIRE DU PLATEAU EN BREF

Issu d'une initiative locale des citoyens et citoyennes du Plateau Mont-Royal, l'organisme sans but lucratif les Ateliers d'éducation populaire du Plateau (AEPP) a vu le jour en 1973. Avec comme mandat général d'améliorer les conditions de vie de la population dans le secteur Plateau Mont-Royal, le centre s'enlève vers la mise sur pied de projets rassembleurs et communautaires dans le comté provincial de Mercier. Les Ateliers développent rapidement un pôle d'éducation et d'intervention fort dans la collectivité, en créant un journal de quartier

(L'Inter), un projet de dépannage à domicile (Les Sentiers d'Entraide) ainsi qu'un Café-Rencontre (Idéfix) où auront lieu les premières activités de l'organisme.

En s'adaptant aux transformations du Plateau Mont-Royal, les AEPP ont développé dans leur centre, situé 4273 rue Drolet, plusieurs activités de formation et offrent une gamme variée de services communautaires pour la population du quartier. Aujourd'hui, après plus de 40 ans d'existence, ils offrent des ateliers-cours à près de 450 personnes par année et proposent à leurs quelques 600 membres un clinique d'impôt, un laboratoire informatique, une halte-garderie ainsi qu'une foule d'autres services conçus par et pour les citoyens du Plateau.

À la suite de plusieurs coupures budgétaires et de la perte d'un nombre considérable de locaux depuis 1995, l'organisme demeure principalement soutenu par Centraide, la Commission Scolaire de Montréal (CSDM) ainsi que le Programme d'aide financière aux centres communautaires de loisir (PAFCCL)

Sa mission et ses pôles d'intervention

Les Ateliers d'éducation populaire du Plateau est un lieu d'apprentissage et d'implication personnels et collectifs qui regroupe les personnes adultes vivant sur le Plateau Mont-Royal et leur offre des moyen d'agir sur elles-mêmes et sur leur milieu. Ses pôles d'intervention sont le Volet Familles, le Volet Milieu de vie et le bénévolat, et le Volet Formation.

Quelques chiffres (2011-2012)

Nombre de bénévoles : 143

Nombre de membres : 575

LE PAVILLON D'ÉDUCATION POPULAIRE D'HOCHELAGA-MAISONNEUVE EN BREF

À la fin des années soixante, le quartier ouvrier d'Hochelaga-Maisonneuve prenait de plus en plus des airs de quartier défavorisé, subissant les contrecoups et les effets néfastes du ralentissement économique et des fermetures d'usines.

Le Pavillon d'éducation communautaire (PEC) est fondé en 1972 par un comité de citoyens et citoyennes qui cherchaient à se donner un moyen pour lutter contre l'isolement, la pauvreté et

l'exclusion. Ce moyen c'était, et est toujours, l'éducation populaire. Le PEC est un centre d'éducation populaire, c'est-à-dire un lieu de formation pratique et théorique non traditionnel où il est possible d'acquérir des connaissances et d'entreprendre des démarches pour améliorer sa vie tout en se construisant un impressionnant réseau de solidarité. De plus, le PEC a été l'incubateur de plusieurs organismes du quartier, un support à l'action communautaire dans son milieu. Ainsi, le Chic Resto POP, la Marie Debout, la Joujouthèque H-M, la Puce communautaire et la radio communautaire CIBL 101, 5 ont été développés avec le soutien du PEC.

Sa mission et ses activités et services

Le PEC a pour mission d'organiser dans le quartier des services se situant au niveau de l'éducation populaire dans les domaines culturel, familial, économique et social.

Ses activités et services sont les suivants :

- Services : cafétéria communautaire, centre internet gratuit (30 ordinateurs performants), iMusée de l'informatique, consultations juridiques, halte-garderie, friperie.
- Ateliers de formation : anglais, espagnol, informatique, couture, peinture, poterie, théâtre, chorale, conditionnement physique, confection de bijoux, soupers entre amis.
- Activités : yoga, échecs, cribbage, scrabble, pétanque intérieure et extérieure, boule-o-PEC, baseball-poches.

Quelques chiffres (2012-2013)

Nombre de bénévoles : 1165

Nombre de membres : 750

LE CENTRE ÉDUCATIF COMMUNAUTAIRE RENÉ-GOUPIL (CECRG) EN BREF

Le Centre éducatif communautaire René-Goupil (CECRG) ouvre ses portes le 15 août 1977. Issu d'une initiative des citoyens du quartier Saint-Michel, le CECRG œuvre à l'amélioration des conditions de vie des jeunes et des adultes de son milieu, à travers une offre d'activités et de services très large.

Dès 1978, le centre lance un projet de jardins communautaires, aujourd'hui appelés Le Goupillier. Plusieurs projets émergent, dont un groupe d'achats en 1981, une popote roulante

ainsi qu'une clinique juridique en 1984, une caisse d'entraide en 1985, des Cuisines collectives en 1991, une Coopérative jeunesse de service en 1992 et un Café Internet en 1998.

Les défis sociaux présents dans Saint-Michel ainsi que sa démographie particulière entraînent le CECRG à axer ses activités vers la jeunesse, le lien intergénérationnel et les populations immigrantes, à travers des services communautaires et d'éducation populaire.

Sa mission et ses activités

La mission du CECRG est de développer la conscience sociale dans l'action collective, tout en continuant de favoriser la prise en charge individuelle, tant pour les jeunes que pour les adultes. Ses activités se divisent selon les pôles d'intervention suivants : Développement de l'enfance, Ateliers et vie de groupe 6/12, Ateliers et vie de groupe 13/17, Ateliers et vie de groupe adultes, Sécurité alimentaire, Action communautaire, Bureau Info Logement.

Quelques chiffres (2012-2013)

Nombre de bénéficiaires : 805

LE COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD (CSCS) EN BREF

Né en 1971 dans le quartier du Centre-ville de Montréal, le Comité social Centre-Sud devient rapidement un bastion de la gauche du quartier. L'historique de ses pratiques et activités mêle régulièrement militantisme, action collective et praxis sociale, les fondateurs ayant une conception de l'éducation populaire intimement liée à l'idée de transformation de la société.

Au fil des années et des défis, ils développent différents services et activités, dont la soupe populaire en 1992 et une salle d'information en 1993. Plusieurs initiatives, dont la mise sur pied d'une coopérative de travail (Les Productions Criz' Antenne) et d'un projet de récupération des aliments (Les T'artistes), verront le jour sous le toit du 1710 rue Beaudry.

Le CSCS est un groupe communautaire autonome reconnu en tant que centre d'éducation populaire, né de la volonté des gens du quartier de se donner des outils collectifs d'entraide et de solidarité permettant de faire face aux divers problèmes causés principalement par les injustices sociales et les divers hasards de la vie.

Sa mission et ses activités

Sa mission se résume par ces trois termes qui forment son slogan : "Dépanner, éduquer et lutter." Ses activités se regroupent parmi deux pôles d'intervention : le volet Dépannage et le volet Formation.

Quelques chiffres (2012-2013)

Nombre de bénévoles : 55

6. TRAVAIL DE PROXIMITÉ DES CENTRES DANS LEURS QUARTIERS

Nous avons rencontré individuellement les directions des quatre CÉP qui participaient au projet, fait de l'observation participante dans chaque centre et effectué une recherche documentaire sur l'histoire et le développement récent des centres.

L'activité principale - du moins celle qui est la plus évidente - des CÉP se situe autour du pôle de formation et donc des activités « éducatives ». Ces activités se diversifient autour de différents champs en fonction de la demande du milieu, du pôle d'expertise du CÉP ou des facteurs démographiques du quartier.

Pourtant, la pratique de l'éducation populaire comme telle ne saurait se borner à ces seuls ateliers et formations de tout acabit. Elle suppose une prise en charge plus globale des conditions de vie du quartier dans lequel elle est à l'œuvre. Car, au-delà du démarchage mis en place par les CÉP pour recueillir la voix des résidents du quartier, des individus et des groupes, parfois dans des situations de précarité ou d'exclusion, et bâtir sur ces informations leurs activités d'éducation, les centres doivent aussi être reliés dans le quartier, œuvrer en réseau avec d'autres organismes complémentaires ou parallèles, et représenter un pôle symbolique et géographique de regroupement des acteurs et résidents du quartier. C'est-à-dire que le Centre comme tel, l'édifice matériel, ses locaux, ses équipements, sa position géographique sont non seulement des facteurs primordiaux de la réussite de la mission d'éducation populaire mais qu'ils sont une valeur ajoutée au quartier en tant que lieu de regroupement des acteurs et forces à l'œuvre dans le milieu.

On remarque en effet que les CÉP se sont démarqués comme des lieux rassembleurs et centraux dans le milieu communautaire et socioculturel des quartiers dans lesquels ils se sont implantés. Ce travail de proximité dans les quartiers se traduit de différentes façons et est à double-sens (c'est-à-dire qu'ils rassemblent les acteurs du milieu et que les acteurs du centre ont eux-mêmes une représentativité externe) :

- Pôle d'accueil : Les CÉP mettent leurs locaux à la disposition d'autres organismes, groupes ou acteurs afin de permettre à une gamme d'activités d'avoir lieu dans leur centre. Ces

activités ou services sont souvent issus de collaboration ou partenariat avec le CÉP qui les chapeaute.

- Membres actifs : Les CÉP, en tant que groupe spécialisé œuvrant dans le milieu populaire, participent activement à plusieurs tables de concertation, sont membres de différents réseaux, s'impliquent dans certains comités ou groupes d'action, etc. Leur rôle unique dans le quartier leur confère une place pertinente au sein de ces regroupements.
- Pôle d'information : En tant qu'espaces centraux, les CÉP permettent un regroupement et une diffusion plus efficace de l'information, que ce soit à l'aide de babillards ou de l'affichage, par des publications, par leur présence sur le WEB et les médias sociaux ou par une communication plus directe facilitée par le rassemblement des individus.
- Partenariats : En collaboration avec d'autres organismes, les CÉP mettent en place différents projets, activités, services ou événements dans le milieu. Qu'il s'agisse d'une fête de quartier, d'une sortie ou d'une visite en groupe, de la mise en place d'un jardin public ou de tout autre projet autant interne qu'externe à leurs locaux, les CÉP ont réussi à créer plusieurs partenariats durables ou ponctuels permettant un réseau fort dans le milieu et une offre d'activités plus large et accessible que la seule somme des activités des différents acteurs du quartier.
- Finalement, puisque l'éducation populaire comporte une dimension politique importante (habilitation citoyenne, travail sur les conditions de vie, réponse aux enjeux d'exclusion et de marginalité, etc.), il est important de souligner le militantisme et l'implication sociale de certains CÉP et l'incitation de ces derniers auprès de leurs membres à y participer de même.

Il est à remarquer que cette qualité de pôle central a permis aux CÉP d'être des incubateurs de projets importants dans Montréal. Citons par exemple l'émergence de la radio CIBL, du Chic-resto-pop, de l'association des Haltes-Garderies communautaires du Québec (ASHGCQ) et de l'iMusée, pour ne nommer que ceux-là.

Le RAPPORT (1983) de l'ICÉA soulève certains éléments qui expliquent la nécessité d'un tel travail de proximité dans les quartiers :

- Les milieux populaires vivent des situations collectives
- Les milieux populaires ont des intérêts collectifs particuliers
- Les milieux populaires ne disposent pas des pouvoirs économiques, politiques et culturels nécessaires à la promotion de leurs intérêts collectifs

Cette situation montre l'importance de créer des réseaux et un tissu social fort dans le milieu communautaire afin que la cohésion locale y soit grande.

D'autre part, comme l'explique Isabelle Orellana (2010), « l'activité sociale constitue un besoin humain fondamental, c'est à travers elle que se constitue l'humanité, la société. Développant son univers symbolique, l'être humain tisse son rapport au monde par son réseau de relations et son rapport avec eux. Cette communication est essentielle au développement des habiletés et du pouvoir de transformation des choses et de soi-même. » Ce n'est donc pas un hasard que ce soit au sein des CÉP, qui en sont pour la plupart à plus de 40 années d'existence, que se sont rassemblés les acteurs des quartiers.

Ainsi, la pertinence de ce travail de proximité est multiple. Il permet aux CÉP de connaître et comprendre les besoins et conditions du milieu dans lesquels ils œuvrent ; il facilite l'empowerment collectif par une représentativité plus large du milieu populaire et des forces en action dans le quartier ; il engendre une plus grande cohésion du milieu communautaire et favorise la création d'initiatives sociales novatrices ; il facilite la circulation et la diffusion de l'information ; il permet une mise en commun des ressources des différents acteurs du milieu.

Ce qu'il faut comprendre, au final, c'est qu'outre la pertinence de tous les ateliers et formations d'éducation populaire tels que pratiqués dans le CÉP, c'est avant tout grâce à leur concentration en un lieu physique précis (et stratégique) que les centres se démarquent et permettent une réelle prise en charge des enjeux sociaux, éducatifs, culturels et économiques que soulèvent les conditions de vie des membres. L'offre d'atelier en soi pourrait être répartie en divers lieux dans le quartier (centre des loisirs, écoles, centres de formations, etc.) mais cette offre ne suffirait pas

à prendre en charge une réelle habilitation collective, à créer un climat permettant une éducation populaire complète.

Pourtant, le travail de proximité des CÉP ne suit pas un trajet linéaire. Si cet aspect est crucial à la mission d'éducation populaire et visiblement bénéfique pour le milieu, il est important de noter qu'il s'agit d'un processus unique à chaque centre et dont les résultats sont nécessairement variables. Bien que chaque centre travaille sur plusieurs niveaux, que leur champ d'action ne discrimine aucun individu, groupe ou communauté, les CÉP doivent s'adapter à leur environnement social en fonction des besoins exprimés par la population et de la composition de celle-ci. Il en résulte que les CÉP doivent orienter leurs activités et leurs services.

Les tableaux en Annexe 2 détaillent ce travail de proximité en listant les différents partenaires, projets et éléments participant à la création d'un milieu de vie au sein des centres. Nous avons donc compilé, principalement grâce aux Rapports d'activités des CÉP participant à l'étude, un large éventail d'éléments participant au travail de proximité, selon la typologie présentée en début de chapitre. Chaque CÉP joue un rôle central dans son quartier et ces grilles visent à illustrer l'ampleur de leur réseau et implication.

L'analyse des grilles révèle donc ces tangentes prises par les centres pour adapter leur travail de proximité. À titre d'exemple, le PEC Hochelaga-Maisonneuve, dont le quartier connaît actuellement un vieillissement de la population, travaille beaucoup avec des acteurs-clés en lien avec cette situation, comme le ministère de la Famille et des Aînés, la Table de concertation des aînés MHM, le CSSS Lucille-Teasdale. Le centre organise des activités ciblées comme la pétanque et le bingo, adapte ses formations à cette population en proposant entre autres des cours d'initiation à l'informatique. Pour le CÉC René-Goupil, il s'agit plutôt d'orienter leur action vers les familles en proposant une gamme unique de formations et de services pour les familles ayant un enfant de 0 à 5 ans, une approche d'éducation populaire novatrice à Montréal, ainsi que plusieurs activités pour les jeunes de 6 à 17 ans. Dans cette optique, le centre travaille de concert avec des organismes tels que Lire, Écrire, Grandir dans St-Michel, le Collectif de la table des écoliers, le Forum Jeunesse de St-Michel, Groupe Action-Jeunesse de Saint-Michel, la Maison des

Jeunes ainsi que plusieurs écoles primaires et secondaires. On remarque pour le CSCS un axe d'action envers la problématique d'itinérance dans le quartier, notamment en œuvrant avec des organismes tels que le Réseau solidarité itinérance Québec (RSIQ) et le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) ou en collaborant à la Nuit des sans-abri. Finalement, les AEP du Plateau axent particulièrement leurs activités sur la famille, en collaborant entre autre avec la Table de concertation *Autour des familles*, en ayant construit le Parc des Tout-petits sur leur terrain et en proposant un Volet Familles dans sa gamme de formation et de services.

Évidemment, il est important de rappeler que le travail des CÉP est multidimensionnel. D'autre part, on ne saurait réduire leur champ d'action aux seuls axes proposés ci-haut et l'analyse des grilles de travail de proximité révèle plusieurs autres tangentes d'intervention. Pourtant, la spécificité de chaque centre repose dans le lien privilégié qu'il a établi avec son milieu et sa façon de se positionner comme un pôle social et communautaire central dans son quartier.

7. OPTIMISER L'ACTION DES CENTRES

Les trois thèmes ayant servis aux entrevues de groupe structurent ici la discussion des résultats : la demande socio-éducative, la formation/éducation dans les CÉP, l'impact des CÉP et de leurs activités.

SYNTHÈSE DES ENTREVUES DE GROUPE

Ces entrevues nous ont permis de constater l'ampleur de l'implication et la polyvalence nécessaire des 15 'acteurs' des quatre centres rencontrés à l'occasion du projet. Ces acteurs sont officiellement des coordonnateurs, des personnes ressources, des responsables de secteur, de volets d'activité ou de services, des animateurs, des intervenants, des membres de conseil d'administration de centre, des chargés de projet. Ils sont tous et toutes aussi membres de plusieurs comités d'ateliers, d'activités de bénévoles ou encore de groupes résidents, font du soutien au fonctionnement et à la logistique, sont responsables bénévolement d'activités et de locaux, coordonnent le journal du centre, participent à monter le programme d'activité, à le coordonner, à gérer et former les bénévoles, à organiser fêtes et sorties, à accueillir les

participants et les accompagner au-delà des activités formelles, sont actifs à la friperie, à la grande salle, à la cuisine. Ils sont actifs dans la recherche de commandites et de financement pour les activités, dans le démarchage auprès de la population du quartier. Ils sont aussi actifs dans les projets en partenariat avec différents services et institutions de leur quartier respectif (CLSC, écoles, tables de concertation). Ils mettent sur pied de nouveaux projets intégrateurs (théâtre intervention jeunesse, ateliers de cuisine familiale, ateliers d'art, ateliers bricolage pour familles) pour lesquels ils sont actifs dans les guerres de guignolée de leurs quartiers, montent un inventaire, coordonnent des équipes de personnes-ressources et bénévoles et participent au processus d'embauche. Bref, ces acteurs sont des omni-acteurs et aussi des passeurs de la mission d'éducation populaire de leur centre. Il est d'emblée évident que leurs tâches s'accompagnent, dans tous les cas, de longues heures d'implication bénévole. On parle donc de personnel polyvalent et militant. Il est aussi évident que le multitâche, l'engagement et la débrouillardise sont au cœur de leur travail, bien qu'ils aient tous et toutes des formations et parcours spécifiques.

ACTIVITÉS DANS LES CENTRES

La programmation des ateliers et autres activités d'éducation populaire des CÉP répond à une demande de la population de leur quartier, d'où leur différence. Un trait commun toutefois les caractérise tous, soit l'absence de critères de sélection des participants. Tous peuvent y participer peu importe l'âge, le niveau de scolarité ou les moyens financiers sauf pour les quelques activités qui, en raison du matériel requis, exigent une contribution en argent.

La demande

Comment s'exprime la demande éducative de la population et quelle démarche entreprend-t-on pour la saisir? Certaines de ces demandes se perpétuent d'année en année depuis des décennies, d'autres sont nouvelles et certaines sont ponctuelles en raison d'une conjoncture temporaire dans le milieu, tel qu'un problème général de santé ou encore un anniversaire régional. Les centres concentrent leurs efforts à répondre aux demandes diverses de la population adulte de leur quartier. Les centres offrent aussi des activités familiales, une halte-garderie et certains

centres ajoutent des activités (cours d'échec, camps de jour, jeunes musiciens, ...) pour les 6-12 ans et les 13-17 ans.

Les demandes éducatives les plus fréquentes auxquelles répondent les centres via ces ateliers ont trait à l'alimentation (purées pour bébés, alimentation équilibrée,...), à l'apprentissage de compétences artisanales (couture, jardinage,...), à l'initiation à l'informatique, à l'apprentissage d'une langue seconde, à la culture (théâtre, musique, chorale) ou encore à l'éducation physique; bref à des demandes correspondant aux besoins quotidiens des gens du quartier : besoins matériels, besoins de santé, besoins de communication, besoins de ressourcement culturel.

Lors des entrevues, nous avons pu constater que le premier principe d'intervention des CÉP est d'écouter les besoins ressentis par la population et d'y répondre. Ce démarchage pour entendre la parole des gens et saisir la demande dans le quartier est central.

On part des besoins exprimés des personnes. (...) L'idée de base, c'est de partir de leurs besoins.⁸

Il y a toute la publicité qu'on fait <journal de quartier, ...>, mais on sort aussi beaucoup dans les rues, (...) du porte à porte, (...) à la sortie des écoles.

Pour rejoindre la population et entendre les demandes, les CÉP s'appuient sur les contacts avec le milieu que permettent leurs activités sociales ou de soutien matériel.

Nous avons une friperie. Beaucoup de gens y viennent. (...) Les gens sont davantage là par exemple, lors des fêtes de la St-Jean. On a fait une opération boîte à lunch, là les gens viennent par eux-mêmes.

On recourt également aux réseaux plus étendus des organismes publics ou communautaires établis dans le quartier ou installés dans le centre même (CSSS, CLSC, CPE, services juridiques, cafétéria). À cette fin, on participe à la vie de quartier à travers les différents comités qui y sont actifs : comité logement, comité sécurité alimentaire, comité groupe action jeunesse. On consulte ces organismes avant de démarrer une activité.

Avant d'organiser une activité ou d'organiser un projet, on vérifie toujours dans le quartier pour ne pas doubler ou redoubler les mêmes activités. <au besoin> on va référer.

⁸ Les citations proviennent d'intervenants des quatre centres ayant participé aux entrevues de groupe de ce projet de recherche. À leur demande, nous avons convenu de ne pas les identifier dans le rapport.

Les CÉP font aussi des sondages pour connaître les nouveaux besoins.

Des gens ont dit " ce serait le fun qu'il y ait des cours d'espagnol." J'ai dit "si on a tant de personnes, on va pouvoir le donner."

En raison de cette écoute de la demande, la programmation change.

Tout le volet famille n'existait pas il y a dix ans, puis là on s'aperçoit que c'est une demande énorme. (...) ça évolue le quartier et on est très à l'affût de ça.

Pour rejoindre la population du quartier et les inviter aux activités éducatives proposées à travers ces consultations formelles ou informelles, on utilise les média locaux et autres moyens plus classiques, mais on va beaucoup plus loin.

Puis aujourd'hui il y a toute la publicité qu'on peut faire dans les journaux pour rejoindre les gens, le journal de quartier par exemple. Mais on sort aussi dans les rues. On fait, nous les huit personnes du centre et malgré nos différentes tâches, du porte à porte, des parades dans les rues... à la sortie des écoles.

Pour les ateliers de purées pour bébé, c'est le bouche à oreille. C'est aussi beaucoup de référence du CSSS. Ce n'est pas d'emblée que les familles vont <venir aller au centre>

Pour ce qui est des services alimentaires <y compris la friperie, les fêtes, (...) nous n'avons pas besoin de faire beaucoup de promo. Les gens reviennent. Le mot se passe. Nous avons plus de misère à les faire venir dans les ateliers. (...) On a des ateliers d'initiation à l'informatique, des ateliers d'arts, de couture, mais c'est un défi.

Je pense que c'est beaucoup en étant attentif et en jasant de façon informelle avec les gens que l'on finit par avoir des demandes ou voir <les besoins>. C'est sûr que les demandes <peuvent venir> d'en haut, du ministère, mais après ça, c'est de voir qu'est-ce qu'on fait avec ça (...)

Cette expression de la demande se poursuit tout au long du déroulement des ateliers.

On tient compte de ce qui est exprimé dans chaque atelier.

On va faire des sondages dans les ateliers.

On constate aussi une demande silencieuse qui traverse toutes les activités, celle de briser son isolement, de prendre l'occasion pour aborder informellement des problèmes qui les préoccupent :

Y a beaucoup de gens qui arrivent de <d'autres pays>, qui n'ont pas de réseaux.

Les activités, c'est un prétexte pour briser l'isolement (...) pour qu'ils échangent et trouvent des solutions à leur problèmes <financier, alimentaire, ...>. (...) La pauvreté, ce n'est pas juste l'argent, c'est aussi être seul.

Ça leur permet de rencontrer des gens, (...) c'est toujours l'opportunité d'aborder d'autres thèmes qui les touchent dans leur vie.

Y a des mamans qui, lors de leur congé de maternité, vont venir chercher quelqu'un qui est dans la même situation pour briser l'isolement, mais aussi pour parler, pour échanger, <pour trouver réponse à leurs questions>.

Enfin, les CÉP sont attentifs à la gêne, sinon la peur, d'exprimer ses besoins, de faire part de ses craintes reliées aux expériences scolaires antérieures.

C'est normal d'être gêné « il y en a d'autres comme toi ». C'est tout un travail de sensibilisation pour recruter <celles et ceux> qui ne viendraient pas de façon naturelle, parce qu'ils <ou elles> sont gênés ou parce qu'ils pensent qu'ils ne sont pas capables.

Quand tu parles à des jeunes pour leur demander ce qu'ils vont faire plus tard, on est obligé de dire " supposons que tu oublies tous tes problèmes ". Parce qu'ils vont dire tout de suite "ben non je ne suis pas bon à l'école. Je n'ai pas cet là pour me rendre là ".

Il est clair, en écoutant les 'acteurs immédiats' des quatre centres lors des entrevues, que les séquences d'activités éducatives répondent à une aspiration latente : sortir de sa solitude. Les animateurs interviewés constatent tous que ces activités plus structurées sous forme d'ateliers organisés et de série de rencontres ont, à cause précisément de la régularité de ces rencontres, une fonction latente de dialogue. On sort ainsi de chez soi, de son isolement, d'un isolement souvent exacerbé par la pauvreté. Au long de ces retrouvailles hebdomadaires, une confiance se crée entre les participants. Au bout de quelques rencontres, on converse, on partage des expériences. On discute de problèmes ou défis communs, et cela indépendamment du contenu de l'atelier. On découvre alors que l'on n'est pas seul face à telle ou telle difficulté. On échange des solutions à des problèmes qu'on pensait particuliers ou exclusifs. *Quand on passe par le CÉP on apprend vraiment c'est quoi l'entraide, c'est quoi échanger.*

A côté de ces séries d'activités éducatives structurées, les CÉP organisent aussi toute une gamme d'activités ponctuelles en réponse aux demandes du quartier : soirée d'information sur telle ou telle question d'actualité, opération sacs d'école ou boîtes à lunch, soirée fêtes de Noël ou de la

Saint-Jean. Il y a aussi les services continus ou récurrents comme les cafés-rencontres, garderies de fins d'après-midi, services d'impôt, centre informatique. Il y a enfin les autres organismes communautaires résidents qui cohabitent dans le CÉP : service juridique, bureau d'association des locataires, musée d'informatique, services alimentaires, halte-garderie.

Toutes ces activités ponctuelles et ces services spécialisés, en cohabitation avec les organismes résidents, viennent compléter les ateliers d'éducation et créent une ambiance à la fois conviviale et stimulante, bref un environnement éducatif qui éveille la curiosité et atténue la peur de participer à des activités plus régulières.

Opérationnaliser la demande

De façon générale, la participation à l'éducation des adultes est reliée au niveau de scolarité et aux possibilités financières : moins on est scolarisé, moins on participe; ne continuent de se former au long de leur vie adulte que celles et ceux qui en ont les moyens. Les CÉP ont surmonté ces deux obstacles : ils ne retiennent ni le diplôme scolaire, ni la possibilité de payer comme critères de participation. Mais cela ne suffit pas, car la participation à l'éducation des adultes est aussi influencée tant par le niveau de scolarité ou le statut socio-économique des participants(e)s, par l'éloignement culturel des offres de formation plus traditionnelles ainsi que par la difficulté d'expression de la demande éducative de la part des publics éloignés de la culture scolaire. Ce freinage joue à deux niveaux. Premièrement, le public ne trouve pas la possibilité d'exprimer ses propres demandes et d'exposer ses besoins. Il ne voit pas l'à-propos des formations offertes. Il ne voit pas ce que cela lui donnerait. Deuxièmement, vu les expériences traumatisantes des échecs scolaires vécus en début de vie, on craint de ne pouvoir performer et, ainsi, on évite le risque d'être humilié. On ne veut pas être de nouveau la risée ou subir le mépris des autres, comme on l'a vécu à l'école. On a peur de s'exposer en public dans des salles de cours.

Surmonter ces deux obstacles culturels et faciliter une libre expression de la demande éducative des gens du quartier constituent à la fois le défi mais aussi le succès des CÉP. Ils ont ainsi réussi de mille manières à corriger l'image dominante de l'éducation, à faire de leur centre des lieux de proximité et de faciliter l'expression des demandes de la population du quartier.

Plus concrètement, cette demande se traduit par différents cours ateliers, mis en place pour répondre aux besoins éducatifs (éducation à l'environnement, couture, mise en forme, alphabétisation, théâtre d'intervention, etc.), par des services communautaires pour répondre aux besoins socio-économiques (clinique juridique, friperie, halte-garderie, impôts, OLO, etc.), des activités de loisirs comme des sorties et des fêtes pour créer un sentiment d'appartenance et briser l'isolement. Les centres sont également des lieux qui encouragent et organisent l'implication bénévole pour la réinsertion et la valorisation, pour le développement de compétences, pour répondre aux enjeux politiques du quartier.

ÉDUCATION/FORMATION

Il est important de cerner l'approche éducative des centres en éducation populaire et comment, en conséquence, ils préparent leurs formateurs et animateurs selon les types de formation.

C'est l'approche qui compte !

Un trait majeur des CÉP et de leur mode d'intervention est leur approche d'éducation populaire. On y développe des situations d'apprentissage et un environnement qui permettent une continuité culturelle avec la vie quotidienne du milieu. « C'est surtout l'approche qui compte ». Cette approche éducative, en distance avec le modèle d'enseignement formel, tient, entre autres, à trois modes d'action pédagogique.

Premièrement, passer de l'enseignement unidirectionnel à un apprentissage interactif, à la conversation⁹, au dialogue, de façon à libérer la parole.

Les personnes ressources s'ajustent au cours, ils n'arrivent pas avec un syllabus tout prêt. (...) Les membres peuvent proposer des choses. (...) Les gens veulent avoir de la conversation.

Quand on passe par le PEC, on apprend c'est quoi échanger.

On s'enrichit les uns les autres (...) on réfléchit ensemble. (...) Oui tu développes des habilités, mais en même temps tu vas t'allumer sur certaines choses. Tu vas connaître un peu plus les ressources du quartier (...). Il y a des groupes d'entraide qui vont se former de façon naturelle et spontanée <sans contrôle de l'extérieur>. (...)

⁹ Zeldin, T., 1998. *Conversation. How Talk Can Change Your Life*. London: the Harvell Press.

Deuxièmement, partir des préoccupations des gens, référer à leur expérience, miser sur leurs apprentissages expérientiels et bâtir sur cette base.

Dans nos ateliers, l'idée est de partir du point de vue des jeunes et des adultes et de partir de leurs besoins. Par exemple < dans les cours de francisation >, l'approche est de partir de la préoccupation des gens, de quoi on va parler dans l'atelier, de quelle façon on va apprendre le français ensemble. (...). Stimuler leur curiosité intellectuelle en dehors de cadre scolaire (...) et d'évaluation-<contrôle>. (...) suivre le rythme de chacun. Prendre les gens où est-ce qu'ils sont, (...) Les objectifs, ce sont les personnes qui se les fixent elles-mêmes, si elles ont le goût de continuer où elles sont rendues.

Troisième mode d'action pédagogique : relier la maîtrise de nouveaux savoirs à ce que la personne connaît déjà, pour lui permettre de bâtir sur cette base. Répondre d'abord aux besoins ressentis rend les ateliers pertinents et permet d'aller ensuite plus loin. On fait ainsi plus qu'informer, on permet aux gens d'accroître leur autonomie dans leur vie quotidienne, de développer leur confiance pour agir et améliorer leurs conditions de vie.

On ne banalise pas. On ne va pas se mettre à parler en bébé et se mettre à réduire l'information. Au contraire, on donne l'information et il y a vraiment des trucs qu'ils apprennent et, suite à ça, on fait des activités où ils peuvent ressentir ce qui se passe.

Il ne faut pas perdre de vue que la mission, c'est vraiment l'amélioration de la qualité de vie de la personne.

Les gens se prennent en main, vont développer des habilités et vont aller plus loin.

Deux autres traits doivent être ajoutés pour spécifier l'intervention des CÉP : leur environnement convivial au sein du quartier et l'effet synergique de leurs diverses activités. L'environnement convivial réfère à la facilité d'accès et à la réputation positive du centre dans le milieu. Cette image publique du CÉP contribue à briser la réputation souvent distante sinon négative des institutions scolaires et autres institutions publiques.

Un lieu d'appartenance, celui où tu te sens bien, qui est comme une deuxième maison. < Cela > force les gens à créer des liens. (...) parfois aller directement dans une institution, ça peut faire plus peur, parce que tu as en plus d'autres petites bibittes et que s'ils découvrent cela, qu'est-ce qui va arriver?

Le centre crée un milieu de vie dans le quartier. Un milieu aux activités non sectorisées < isolées >, pour que les gens se retrouvent.

La diversification du public que cela produit, qu'il s'agisse de la mixité des âges dans les ateliers de familiarisation avec l'informatique ou de différence de niveau de vie dans les cours de cuisine, contribue à cet accueil proactif.

On est multi tout, on est multi-âge, multiethnique, (...) on n'a pas de cause spécifique. On fait du multi.

<Dans les CÉP >, on n'a pas de critères. Il y a une mixité (...) il y a des préjugés qui tombent et il y a quelque chose que se passe à ce niveau-là.

Il y a dans les CÉP, comme dans d'autres centres culturels, une diversité d'activités, mais ce qui caractérise les CÉP c'est la synergie articulée entre les activités culturelles, sportives et éducatives. Les activités ponctuelles, les services (par exemple les services d'impôt), les « interventions de grande salle » et les ateliers, tout comme l'hébergement des comités du quartier (logement, sécurité alimentaire, action-jeunesse, ...) et/ ou la participation aux activités diverses des CÉP contribuent à éveiller des intérêts et des curiosités et incitent à participer aux activités.

L'animateur arrive à "re-plugger" plein de monde. Il dit "je suis sûr que tu serais bon en ça, essaie donc de faire ça. " (...) Les gens se découvrent de nouvelles passions qu'ils n'avaient jamais imaginées dans lesquelles ils seraient bons.

On a débuté un atelier de théâtre en 2005 où les jeunes ont écrit la pièce avec leur professeur <voyant la portée sociale de cette pièce>, on a décidé avec les jeunes de la retravailler pour aller dans les écoles secondaires <incluant les parents>.

On a des habitués qui viennent d'abord pour l'aspect alimentaire, (...) puis <cela débouche sur....

Formation des formateurs

Le type de formation et/ou d'encadrement offert au personnel des centres – notamment les formateurs et les animateurs - varient, tout comme la fréquence des formations. Ces activités, organisées normalement à l'intérieur des centres, vont de la formation structurée à l'apprentissage informel, auxquelles s'ajoutent des formations externes et des auto-formations. Le contenu des formations varie également passant du comment faire une activité, au comment penser l'activité dans la mission plus large de l'éducation populaire.

Quelques exemples des formations mentionnées lors des entrevues de groupe :

- Journées d'études annuelles (1, 2 ou 3 jours, une semaine) à l'extérieur du centre, où l'équipe se réapproprie collectivement la mission du centre. Cette réflexion en équipe sur des thèmes et enjeux et la recherche de solutions collectives apparaît comme une manière d'assurer une cohérence et une clarté à la mission d'éducation populaire, ainsi qu'une confiance dans le travail des participants à cet égard.
- Auto-formation du personnel (afin de se donner une définition, des outils et des méthodes de travail ou alors afin de repenser les situations en équipe; comment informer, sensibiliser, conscientiser face à différents enjeux)
- Retour sur les projets (discussion/réflexion pour améliorer projet et formation/intervention)
- Suivi et évaluation des responsables de secteurs ou volets, et des coordonnateurs (permet d'échanger sur l'éducation populaire et l'aspect éducatif des activités)
- Transfert de connaissances aux nouveaux formateurs et animateurs (exemple de la responsable de la Grande Bouffe qui forme les jeunes)
- Échanges informels avec les collègues dans le centre, afin de peaufiner interventions et activités, et discuter de cas particuliers.

Il est clair que la mise en pratique de l'approche d'éducation populaire décrite plus haut est grandement facilitée par cette formation continue des formateurs.

Les discussions lors des entrevues nous ont aussi permis de constater que la mission des centres est essentiellement mise en œuvre et actualisée grâce aux moments formels et informels d'échanges entre les coordonnateur-e-s, animateur-es et directeur-es. Notamment, ces échanges permettent d'assurer une cohérence à la mission ainsi qu'à ses façons de se concrétiser. Ces échanges permettent également de consolider la compréhension et l'adhésion des acteurs envers cette mission. Il est évident que les pratiques de formation formelles et informelles dans les centres construisent un cadre de formation continue nécessaire (Journées d'études annuelles, activités d'auto-formation pour se donner une approche et des outils communs, retours systématiques sur les activités, suivis et évaluations des coordonnateurs, occasions de transfert de connaissance et échanges informels réguliers entre les formateurs).

Les formations extérieures sont, elles, l'occasion d'acquérir certaines compétences techniques ou alors de mobiliser les connaissances dans un contexte où convergent divers milieux d'action communautaire et d'éducation populaire. Ces occasions permettent d'échanger avec des collègues d'autres centres et de discuter des milieux de vie dans lesquels chacun œuvre. Tous les

acteurs rencontrés ont manifesté un intérêt pour des formations à l'extérieur des centres, bien que les frais qu'occasionnent ces formations posent des contraintes.

Quelques exemples des formations mentionnées lors des entrevues de groupe :

- Formations extérieures (exemple : Centre d'action bénévole, sur le recrutement, l'encadrement et la résolution de conflits)
- Différentes activités avec d'autres centres d'éducation populaire et de formation aux adultes
- Formations plus ponctuelles et techniques (exemple : informatique, Excel)
- Formations reliées à l'éducation populaire (exemple : homophobie, compostage, gestion des bénévoles)

La spécificité des CÉP tient à leurs activités structurées d'éducation populaire et à leur animation de nombreuses activités d'apprentissage informel.

IMPACTS

L'impact des CÉP doit être examiné au plan micro, en rapport à l'impact de chacune de leurs différentes activités et donc du transfert dans l'action des savoirs et savoir-faire, mais aussi, de façon plus générale, quant à l'impact du centre comme tel dans son quartier ou son environnement.

Impact des activités

Bien que cette recherche ne soit pas une évaluation de l'impact des activités des centres, impact en termes de développement des savoirs et compétences des participants et de transfert de ces acquis dans leur action quotidienne, les entrevues menées nous fournissent des indicateurs révélateurs de l'effet des formations. Il y a d'abord deux effets généraux, déjà documentés ailleurs dans ce rapport : briser l'isolement et accroître l'implication citoyenne dans le centre d'abord, puis dans le quartier.

Des indicateurs de l'effet plus immédiat des activités doivent être soulignés. Les personnes interviewées le constatent d'abord dans les cours appliqués, comme le recyclage des déchets, l'alimentation équilibrée, où on observe des changements dans les habitudes de vie et les

pratiques quotidiennes. De tels constats sont aussi entendus dans les cours de langue ou d'initiation à l'informatique.

On l'observe également dans le déblocage, jusqu'ici refoulés, de talents culinaires ou artistiques (poterie, céramique, dessin, peinture, chant) ou en couture. Une participante à un atelier d'art, au départ fort gênée, en est venue à peindre des tableaux et même à les vendre!

Ces activités non formelles, axées sur des intérêts immédiats et des besoins ressentis, ne redonnent pas seulement le goût d'apprendre, mais aussi et surtout, après une longue période de décrochage social et éducatif, rétablissent la confiance des participants en leur capacité d'apprendre. On retrouve un sens d'efficacité sociale et éducative. On devient curieux. On étend sa curiosité à des champs jusqu'ici considérés trop éloignés ou sans intérêt immédiat. C'est donc sans surprise qu'on constate aussi chez certains une reprise de leur biographie éducative plus formelle, un retour à l'école.

Impact du centre dans son quartier

L'impact des centres non seulement sur les participants mais dans leur quartier respectif est difficile à déceler. L'objectif de ce projet n'était pas de mesurer cet impact mais bien de voir, à partir de l'expérience des 'acteurs', la résonance de l'action des centres dans leurs quartiers. Trois thèmes ont rapidement émergé de nos entrevues: perception des participants et des citoyens, la (non) reconnaissance de l'action des centres, ainsi que leur notoriété dans leurs quartiers.

Perceptions externes et internes

La vocation spécifique des centres n'est pas toujours bien comprise. Si, dans un même quartier, les citoyens ont accès à un centre de loisirs, un centre de loisirs communautaires, un centre communautaire, des centres jeunesse, des maisons de jeunes, ainsi que des centres d'éducation communautaire et/ou populaire, la perception qu'ils en ont peut être confuse. Les participants s'inscrivent souvent aux activités des centres d'éducation populaire parce que, pour la même offre d'activité, ça coûte moins cher. L'approche et les objectifs visés par ces mêmes activités dans les centres ne sont pas toujours bien compris.

Ils vont aller (...) là, ça va leur coûter les yeux de la tête. Mais comme en anglais par contre, ils veulent toutes venir ici parce que ça coûte rien pis y veulent pas payer pis là ils sont frustrés parce qu'ils n'ont pas un cours formel faque on leur dit d'aller ailleurs parce que ça répond pas. Pis là ils s'attendent... On a les 2. En anglais ils s'attendent à avoir des cours supers professionnels. Bon alors que c'est de la discussion, du dialogue, c'est des bons cours, ça répond.

Mais, si on rencontre certaines difficultés au niveau de la perception qu'ont les gens ne fréquentant pas les centres, ça n'est pas le cas des membres. Cette idée par exemple que les centres sont des milieux de vie, est primordiale pour les gens rencontrés, et semble-t-il pour les membres des centres.

Il y a une participation quand il y a des sorties (...), c'est moi qui accompagnait pour la cabane à sucre. Les gens comme ils fréquentent le centre c'est devenu un milieu de vie, ils se retrouvent entre eux, ils veulent y aller en gang. Même s'ils sont juste leur petite famille, ils savent qu'ils connaissent des gens, des gens qu'ils ont vu au centre. Les fêtes c'est la même chose, avec la fête de Noël, la fête de la St-Jean et à d'autres événements, il y a comme une reconnaissance, les membres du Comité Social se connaissent. Il y en a qui ont créé des liens proches et quand ils se retrouvent dans une soirée, tu as l'impression de créer quelque chose d'un peu familial.

Pour les membres, il est clair que c'est aussi un lieu où l'on n'est pas anonyme. Bien au contraire, on s'y sent important. Puisque les centres n'opèrent pas en silo, malgré une programmation organisée en volets ou pôles différents, les gens se croisent et se rencontrent bien qu'ils ne suivent pas tous les mêmes activités. Les centres font aussi un suivi des membres, ils les reçoivent, les écoutent et les accompagnent. Cet intérêt fait en sorte que ces derniers y trouvent une place et un milieu où s'épanouir (par exemple en s'impliquant bénévolement dans les centres).

Ce n'est pas sectorisé non plus. J'ai l'impression que si c'était un centre de loisirs, il y aurait plus tendance à dire « Vous vous faites vos activités jeunesse, vous vous faites ci ». Nous, nous avons vraiment un objectif commun et ça revient beaucoup au milieu de vie, le fait que ça ne soit pas sectorisé et que les gens se retrouvent, qu'ils ont envie d'être ensemble. Je pense aussi qu'on oublierait beaucoup de monde si on était un centre de loisirs. Il y a probablement plein de monde qui ne viendraient pas dans notre centre parce qu'on n'aurait pas pu aller les accrocher.

C'est facile de faire des inscriptions, de dire « Venez vous inscrire! » mais tout le démarchage, le recrutement et le fait qu'on insiste sur le fait de par exemple « Vas voir ta cousine pour lui en parler! ». C'est important de rappeler le monde après les activités. Il y a

un adulte comme un jeune qui manque un atelier, on appelle systématiquement, à moins qu'il y a ait plein d'interventions en même temps, mais on va rappeler pour vérifier pourquoi la personne n'a pas été là, qu'est-ce qui s'est passé. Donc le sentiment d'être important pour le centre, je pense que c'est peut-être ça la différence d'avec un centre de loisirs, de sentir sa place, de trouver sa place.

Les CÉP sont aussi perçus par leurs intervenants comme des lieux démocratiques, en ce sens qu'ils fonctionnent démocratiquement et qu'ils sont aussi des lieux où l'on peut apprendre à vivre et participer à la vie démocratique.

Je voulais dire aussi, c'est quand même un lieu démocratique. Tu as un retour, un feedback après un événement, après un atelier, après une sortie. Tu as un espace pour ça. Si les gens disent « On n'a pas aimé ça cette cabane à sucre là, cet endroit là, cette façon de faire là ». Ça va être pris en considération. Ils viennent aux assemblées générales, le comité social leur appartient. Les membres que viennent au comité, c'est eux au final qui vont décider. S'il y a quelque chose qui fait pas et bien il y a un lieu pour l'exprimer ou s'ils ont envie de voir se rajouter des choses. Tu es membres donc tu as quand même le droit de vote, le droit de manifester des choses quand il y a des assemblées, pas seulement l'assemblée mais c'est quand même un moment fort. Donc d'une certaine façon ça leur appartient. C'est l'assemblée générale qui chapeaute le tout.

LA (NON) RECONNAISSANCE DES CENTRES

La question de la reconnaissance des centres dans leurs quartiers a été soulevée à plusieurs reprises lors des entrevues, mais cependant avec une certaine ambivalence :

On est connu, mais pas tant que ça, y'en a toujours qui nous découvrent. Un mile autour à la ronde c'est à peu près le réseau, après ça c'est du monde qui en ont entendu parler qui ont rebondi, mais y'en a ben qui disent : « ah j'savais pas que ça existait ça pis ça faisait 40 ans qu'on est ici! » Mais faut pas faire de menteries non-plus, on est pas si connu que ça.

Les nouveaux arrivants dans les quartiers ne connaissent pas forcément l'existence des centres et les entrevues ont souligné l'importance de travailler à se faire connaître et à faire connaître l'expertise particulière des centres.

Je pense qu'on a notre place, faut juste se la faire reconnaître pis on a une place solide, mais les gens y comprennent pas ça...

C'est qu'ils ne reconnaissent pas notre expertise.

Notre expérience, notre savoir à nous autres là t'sais y reconnaissent pas, j'sais pas y pensent peut-être qu'on vient de la planète bleue...?

Non j'pense qui pensent qu'on a pas de scolarité. En partant y'ont des préjugés.

On a été garoché comme une boîte de popcorn, t'ouvres la boîte et « ah une personne ressource! » On est quand même scolarisé pis tout ça, sauf que c't'un choix qu'on a fait. On a refusé dans l'institutionnel pour être dans le communautaire, mais ça veut pas dire qu'on a pas de scolarité, ça veut pas dire qu'on a pas une expertise, qu'on a pas une expérience.

Ce problème de la reconnaissance de leur expertise est frustrante pour les acteurs qui ont l'impression d'être mécompris, et les causes ainsi que les effets de cette mécompréhension sont diverses : la compétition entre les organismes d'un même quartier et l'ouverture 'forcée' des centres à une multitude d'activités et de groupes de participants liée aux transformations des politiques publiques et du financement, qui font en sorte que 'l'expertise' d'éducation populaire devient plus diffuse.

Ben en fait, je pense que y'a quelque chose qui est très important qu'on vit les centres d'éducation populaire qui peut être quelque chose de positif et de négatif, c'est qu'on est multi tout, donc, on est multi-âge, multi-ethnique, multi tout ce que tu veux, puis ça nous aide pas parce qu'on a pas une cause spécifique que ce soit financièrement, on arrive pas à focaliser toutes nos ardeurs, sur c'est ça, y'a personne qu'y'a de sympathie envers nous parce qu'on fait du multi. On n'a pas de cause spécifique. Donc ça, ça peut être très spécifique dans notre milieu de vie parce que ça apporte une richesse incroyable au centre, mais tout ce qui est la visibilité ou la reconnaissance qu'elle soit financière ou autre, on l'a pas.

Chacun des centres cumule plusieurs années, voire jusqu'à 40 années de présence dans leurs quartiers. Ont-ils l'impression que cette longévité leur a apporté une certaine notoriété? Est-ce que les centres sont des pôles éducatifs reconnus dans leurs quartiers? Ou sont-ils d'abord compris comme des piliers de la vie de quartier en général?

Mais c'est vrai que ben j'pense que les ateliers c'est pareil, ça fait 35 ans que vous êtes là? Donc ça doit quand même être un pilier de... En tout cas moi quand j'en parle, quand je réfère les ateliers pour la halte-garderie, tout le monde vous connaît, tout le monde sait où est-ce que vous êtes.

Plus pour la vie de quartier.

Ben ça dépend parce que dans le volet famille, aux ateliers d'éducation populaire, je trouve que les familles elles sont pas très au courant des activités qu'on offre dans le volet formation donc ils sont référés, mais ils pensent à la halte-garderie, aux activités ponctuelles qu'on a pour les familles parent/enfant, mais c'est pas toujours la même image que centre communautaire, c'est une notoriété différente, c'est vraiment comme : « ah je

vais prendre une activité pour mes enfants », mais ils font pas l'association de centre communautaire pis activité. C'est ça que je trouve avec les membres du volet famille.

Y'a aussi que, je rencontre ça souvent dans mon travail et ça me frustre au plus haut point, c'est que les gens me posent la question, parce que moi je travaille pour l'association des haltes garderies communautaires du Québec dont les deux centres sont membres et quand on m'appelle pour des références de halte-garderies par exemple sur le Plateau, j'en ai à chaque jour et plusieurs fois on me pose la question : « est-ce que c'est sérieux? » Et ça, ça me fruste au plus haut point parce que je pense que les gens, c'est toujours dans la mentalité que les centres communautaires c'est la basse société, excusez-moi l'expression, c'est de la merde.

En entrevue, l'idée que les centres ne soient pas seulement importants pour les quartiers comme carrefours éducatifs, mais aussi en tant que carrefours culturels, a émergé de la discussion sur l'impact des centres.

L'idée que les centres eux-mêmes font une différence parce qu'ils offrent un milieu de vie et un milieu d'échanges démocratiques où peuvent s'exprimer les besoins est revenue à plusieurs reprises durant les entrevus. La fonction informationnelle des centres a aussi été soulignée comme étant importante et complémentaire à leur fonction éducative.

Les CÉP sont des milieux d'information, il y a des revues et journaux d'information, des babillards, des cliniques d'information, de cliniques de service et d'aide. Autant d'occasion pour les membres d'apprendre et de rencontrer. Les échanges informels entre les membres qui se côtoient au-delà des activités en font un pôle d'entraide dans les quartiers. Les échanges et interactions particulières entre les animateurs, coordonnateurs et membres en font également des milieux où peuvent s'exprimer les besoins.

Les centres sont également des pôles d'accueil pour des organismes du quartier (voir section 6). Le fait de loger divers organismes communautaires du quartier permet le réseautage et la concertation entre ces organismes, le centre et ses membres.

Il est donc évident que les centres ont un impact dans leurs quartiers respectifs, bien qu'il soit difficilement quantifiable; ils sont des milieux de vie, d'information, de réseautage, d'entraide en plus d'être des lieux d'éducation populaire. En fait, et les participants aux entrevues l'expriment

bien, les centres sont des milieux de vie, d'information, de réseautage, d'expression des besoins éducatifs et d'entraide puisqu'ils sont des centres d'éducation populaire.

L'importance du centre de quartier c'est que quand qu'on parle de réseautage, d'entraide, y'a aussi l'entraide entre les organismes communautaires. Je vais vous donner un exemple, pendant 2 ans, en vue du dépôt du plan de l'arrondissement. Alors on a copié un peu Pointe-Saint-Charles en formant un comité qui s'appelle l'opération populaire en aménagement. Alors on a travaillé énormément sur le secteur nord-ouest, nord-est, le sud-ouest pis le sud-est mais, en appelant les citoyens, c'était pas nous autres. Nous autres on le sait pas, je veux dire, c'était vraiment la prise de parole par les citoyens. Alors on était à peu près 6 à 7 organismes communautaires pis on s'est liés ensemble pour entendre les citoyens. On a fait de la mobilisation de citoyens par des tracts, sur les poteaux, dans les métros, tout ça, puis on a fait des soirées d'information, des lancements. Ça c'était dans le but d'entendre les citoyens que quand qui sortent de la porte de leur maison, c'est quoi les irritants et c'est quoi qui veulent pour améliorer leur qualité de vie, mais pas qualité de vie dans l'arrondissement là, du secteur là, admettons c'est le nord-est, qu'on était dans le nord-est, c'est quoi que tu vois pour améliorer, pis là on prenait des prises de notes pis on a fait des parcours pis on a pris des prises de notes avec des citoyens tout ça, bon. On a fait les 4 secteurs pis ensuite de ça on a déposé ça à l'arrondissement. Alors quand qu'on parle de prise en charge pis de parole de participation citoyenne, ben c'est ça. Ça été ça aussi notre rôle dans le quartier, quand qu'on parle l'impact d'un centre communautaire dans le quartier c'est pas juste un parce que ben souvent on se met en gagne. Ça s'appelle le comité de mobilisation. On se met en gagne ça pis là on dit Ok, notre priorité c'est ça dans le secteur, y s'en vient ça, qu'est-ce qu'on peut faire pour le quartier pour l'améliorer. Mais pas nous autres qu'est-ce qu'on peut faire, aller chercher la parole des citoyens parce que c'est eux autres qui vivent ça, pas nous autres t'sais. Alors c'est ça, c'est inciter aussi la participation, la prise de parole des citoyens, à se prononcer sur leur état, se prononcer sur quoi qu'ils veulent pour améliorer leur qualité de vie dans leur secteur, c'est un exemple...

Sur tout le monde qui a pu passer icitte en 20 ans là, y'en a au moins 50% soit réintégré le marché du travail, se sont trouvés un emploi, y'ont changé complètement de vie, y'ont leur qualité de vie 4 fois meilleur, pis ça c'est grâce qui ont passés ici pis aussi c'est que y viennent ici, mais y viennent pas juste prendre un cours, souvent y vont venir dans nos bureaux, nous raconter des choses, avec les personnes ressources aussi, ils vont se confier aux personnes ressources et on est là nous autres, on fait du soutien faque on les encourage à aller plus loin. On chemine, on les suit un bon bout, je veux dire dans l'époque on avait des programmes extras, toute la panoplie des programmes à l'aide sociale, on les a toutes fait. J'ai vu des jeunes qui étaient dans rue pis qu'à c't'heure y'ont des professions. Pis le plus drôle c'est qui reviennent nous voir pis y sont rendus avec des enfants pis y'a des enfants là-dedans qui ont des petits enfants faque t'es là « ah t'es rendu là! » Des parents qui étaient pas capables de s'occuper des enfants pis parce que y'étaient ici, y'ont envoyé leurs enfants à Jeunes musiciens du monde pis y'en a une qui est rentrée au CEGEP, pis c'tait des enfants perdus ben raide.

Les centres participent de façon évidente à augmenter la capacité d'action et de participation citoyenne des membres. Ils offrent un milieu qui contribue à améliorer la qualité de vie de plusieurs en créant des liens, en brisant l'isolement et en favorisant l'entraide, créant ainsi de nouveaux savoirs. C'est l'approche particulière de l'éducation populaire qui est le moteur de ces milieux, mais c'est de façon évidente la présence des centres comme tels, portant cette mission d'éducation populaire, qui permet l'existence de ces milieux d'inter-apprentissage, de concertation et de réseautage qu'ils représentent pour le quartier.

8. CONCLUSION

L'analyse des activités des CÉP montre qu'ils sont d'abord des lieux de formation non traditionnels où il est possible de s'informer, de se former et d'entreprendre des démarches d'éducation, d'insertion sociale et de prise en charge. Ce qui les caractérise est la participation active de la population du quartier à leurs activités d'information, d'éducation populaire, de soutien et d'action communautaire. Ils constituent, via leurs différentes activités, des points de rencontre pour les gens du quartier, leur permettant de sortir de leur isolement et de se donner les moyens individuels et collectifs pour améliorer leur qualité de vie.

Les CÉP offrent un contexte et des ressources uniques permettant aux gens du quartier de s'informer, d'améliorer leurs compétences dans différents domaines comme en couture et alimentation, d'échanger sur des préoccupations quotidiennes communes (nourriture, santé, rôle parental, etc.), de se familiariser avec l'informatique ou d'apprendre une autre langue. Ces formations et inter-apprentissages prennent différentes formes, qu'il s'agisse d'ateliers ou d'activités éducatives non-formelles, telles que les visites guidées, l'organisation d'expositions temporaires ou permanentes, de soirées d'information juridique, de cliniques d'impôt, de conférences sur l'environnement, etc. À cela s'ajoutent des activités de loisirs qui permettent de créer un milieu convivial nécessaire à la mission des CÉP.

La comparaison entre les CÉP et les centres de loisirs est éclairante (voir annexe 1). Les deux contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance au sein du quartier; ils tissent des

liens de proximité dans leurs quartiers. Ils ont toutefois des missions différentes, qui se traduisent tant dans la spécificité de leurs activités prioritaires que dans leurs approches. Dans les CÉP, l'accent est mis sur la formation et la prise en charge individuelle et collective, et, dans les centres des loisirs, sur l'accès aux activités de loisirs (arts, sports, jeu, etc.). Ils se distinguent aussi par l'approche. Les CÉP, tant dans leurs ateliers de formation que dans leurs activités informelles (visite guidée, exposition, musées spéciaux, soirées d'information) sont des lieux où les gens du quartier s'informent et acquièrent les compétences recherchées. Les centres de loisirs sont des endroits que l'on fréquente avant tout pour pratiquer les activités de loisirs et d'activités physiques offertes. Ces deux types de centre sont complémentaires dans leur différence. Ils permettent de sortir les personnes de leur isolement, développent un sentiment d'appartenance au sein de la communauté et contribuent à l'intégration linguistique et culturelle des minorités.

La légitimité et la pertinence des CÉP tiennent d'abord à leurs activités d'éducation populaire et à leur impact, un domaine d'éducation reconnu par la Loi sur l'instruction publique et par le Régime pédagogique de la formation générale des adultes (voir plus haut les notes infrapaginales 4 et 5). De plus le fait même de constituer dans ces quartiers une institution reconnue à cette fin et d'avoir créé un lieu physique reconnu constitue une dimension importante de la contribution de ces centres, en raison de leur proximité avec les citoyennes et citoyens du quartier. Ce n'est pas un hasard si une des caractéristiques des CÉP est d'accueillir dans leurs murs plusieurs organismes communautaires de leur quartier, tels que des associations de locataires, des associations de consommateurs, etc. Il y a là un effet synergique recherché.

L'apport reconnu des CÉP au système d'éducation, tel que le support et la reconnaissance qu'ils reçoivent de la CSDM, consacre leur mission d'éducation populaire au sein de la mission générale des réseaux éducatifs.

Dans leur quartier respectif, les six centres assurent à tous les citoyens, peu importe leur degré de scolarité et leurs moyens financiers, l'accès à l'éducation non seulement tout au long, mais aussi dans tous les domaines de leur vie. C'est là un apport majeur pour l'avenir de ces quartiers

et en particulier pour les personnes les moins favorisées qui y vivent. Permettre aux individus d'accroître leur autonomie d'action, renforcer l'apprentissage intergénérationnel dans les familles, contribuer à améliorer la santé physique et mentale des personnes et favoriser une participation citoyenne compétente et créatrice sont devenus des investissements nécessaires. Les dix CÉP le démontrent quotidiennement.

Il y a plus. Chacun des centres est devenu un lieu de regroupement d'initiatives communautaires et socio-culturelles dans son quartier. Ce travail de proximité a un double effet éducatif, d'abord comme expériences d'éducation populaire informelle ou diffuse, comme milieu où se pratique et se développe une citoyenneté active, entre autres à travers la participation volontaire aux initiatives des centres, puis, en conséquence, comme pôle visible de sensibilisation et d'expression des demandes de la population.

Les CÉP poursuivent ainsi et interpellent un héritage majeur de la Révolution tranquille. Plus encore, ils rappellent et expriment aussi une des priorités que l'UNESCO recommande depuis 1976 aux états-membres dans leur politique d'éducation des adultes et de formation continue (UNESCO, 1976, 1997, 2009). Les centres ne sont pas qu'un vestige de cette Révolution tranquille et des recommandations internationales, ils constituent un pont historique vers les politiques attendues post-2014 pour une éducation tout au long et dans tous les domaines de la vie au Québec. Les décisions qui se prendront à court terme auront un impact décisif sur la capacité des centres d'actualiser leur mission d'éducation populaire. Et par là, de contribuer au développement de l'éducation dans tous les domaines de la vie.

9. RECOMMANDATIONS

Tel que noté plus haut (voir la ligne du temps, Chapitre 3) les politiques québécoises d'éducation des adultes ont reconnu l'éducation populaire dans les réseaux publics jusqu'en 1983-1984, dans les réseaux associatifs jusqu'en 2000, alors que la CSDM poursuit son action en ce domaine mais uniquement par un support limité aux six CÉP et par certaines actions du CREP.

La reconnaissance de l'éducation populaire dans les politiques d'éducation des adultes, reconnaissance recommandée aux États-membres par l'UNESCO, implique premièrement de considérer l'éducation populaire comme un des trois piliers essentiels de toute politique nationale d'éducation des adultes, deuxièmement, de reconnaître le mandat des réseaux publics d'éducation en ce domaine et donc de leur octroyer les moyens d'offrir de telles prestations éducatives, et, troisièmement, d'offrir un support aux activités d'éducation populaire dans les réseaux associatifs. Sur ce troisième volet, au Québec, une ambiguïté majeure introduite par les politiques d'action communautaire (PAC) de 2000 doit être levée. L'éducation populaire autonome doit être supportée comme activité éducative par l'État. Cependant, toute activité sociale ou action communautaire n'est pas une activité d'éducation populaire, bien qu'elle puisse avoir une portée éducative informelle. Ce dont il s'agit ce sont les activités d'éducation populaire qui, tel qu'en Europe du Nord, répondent à des conditions ou critères précis. Ces conditions incluent, premièrement, une reconnaissance de l'organisme volontaire prestataire et, deuxièmement, l'observation de trois critères reliés aux activités financées : (1) une formation prévoyant une séquence d'activités (exemple, un minimum de trois rencontres planifiées), (2) la spécification d'un objectif éducatif explicite et des résultats attendus et (3) une certaine reconnaissance interne du formateur ou de l'animateur. On ne nie pas l'importance des apprentissages non structurés exercés informellement dans l'action. Toutefois, le financement public visant l'éducation populaire est surtout offert pour des activités éducatives explicites, minimalement structurées et identifiables comme telles. Apprendre informellement dans l'action, c'est une chose, apprendre systématiquement selon une séquence prévue, que ce soit en lien à l'action collective ou individuelle, c'est autre chose et c'est ce dont il s'agit ici.

Dans cette perspective, la reconnaissance de la mission des six CÉP, regroupés dans l'InterCEP, et de leur apport, démontré dans le présent rapport et celui de 2006 (« six centres d'éducation populaire, un bien commun »), devrait conduire :

1. La Commission scolaire de Montréal (CSDM) à poursuivre son appui pour obtenir du gouvernement québécois une solution pérenne pour les bâtiments et leur entretien,

2. La Commission scolaire de Montréal (CSDM), avec le Ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et le gouvernement du Québec, à travailler ensemble pour assurer la continuation des centres d'éducation populaire,
3. Dans l'attente d'une politique gouvernementale d'éducation-formation inclusive de l'éducation populaire :
 - 3.1. le Ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport (MELS) à reconnaître et inclure les six CÉP dans ses divers programmes et mesures actuelles, tels que le programme PACTE, dans le programme d'éveil à la lecture, dans celui sur l'éducation parentale ainsi que dans celui sur la formation de base,
 - 3.2. et dans le cadre des politiques actuelles d'appui à l'action communautaire, les ministères de la santé et des services sociaux, de l'emploi et de la solidarité sociale, de la famille et de l'immigration et des communautés culturelles à reconnaître financièrement, dans leur domaine respectif, l'action des six CÉP,
4. Le Ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et le PACTE à supporter chacun des six CÉP, pour assurer un développement continu de la compétence de leurs formateurs, animateurs et conseillers.

Quant aux CÉP, deux éléments émergent de ce rapport pour optimiser leurs activités, deux recommandations qui requerront un appui financier externe :

1. Une action plus soutenue de formation et d'accompagnement des formateurs et animateurs.
2. L'adoption de mesure facilitant l'expression des demandes éducatives de leur quartier respectif, soit les demandes reliées : (a) aux caractéristiques de la population du quartier, incluant les aînés, les jeunes hors écoles, les immigrants et les citoyens ayant des handicaps physiques et mentaux, (b) aux enjeux collectifs du quartier, enjeux requérant une participation citoyenne compétente, comme par exemple l'environnement, le logement, le transport, ect., et (3) aux dynamiques et intérêts culturels, interculturels du quartier et de sa population.

BIBLIOGRAPHIE

- Agora Débats/Jeunesse, 2007, *Éducation Populaire : Une actualité en question*. Paris: INJEP n 44.
- Beder, H., 1996, «Popular education: an appropriate education; strategy for Community-Based Organizations» *New directions for adult and continuing education* n. 70, été, pp 73-83.
- Bélanger, Paul R. et Benoît Lévesque, 1992, « Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992) » dans *Le Québec en jeux : comprendre les grands défis*, Gérard Daigle (dir.) avec la collaboration de Guy Rocher, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 713-747.
- Bélanger, P., 2009 *Nouveaux défis de l'éducation populaire et de la participation socioculturelle*, Colloque international sur l'animation La créativité en animation. Enjeux organisationnels, identitaires et citoyens, 30 Oct. 2009, Montréal.
- Bélanger, P., 2006, «Concepts and realities of learning cities and regions» in Duke, C., Osborne, M. , Wilson, B. (eds), *Rebalancing the Social and Economic: Learning, Partnership and Place*. Leicester: NIACE.
- Bélanger, P., Bourret, G. et Ouellet, C. 2007. Rapport synthèse de la recherche : Six centres d'éducation populaire de Montréal : un bien commun. Présentation à l'occasion des 30 ans du Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve, Montréal.
- Bibeau, R., 1988, *L'éducation non-formelle au Québec*», ICEA, 119 p.
- Blondin, M., 2008, « Le changement social : la nécessité d'innover. Quelques leçons de trois moments significatifs de mon engagement social », 21 pp.
- Bonnefon, G., 2006. *Penser l'éducation populaire : humanisme et démocratique*. Lyon: Éd. Chronique sociale. Comprendre la Société.
- Bourret, G. et Ouellet, C., 2006. *Six Centres d'éducation populaire de Montréal, un bien commun*. Rapport de la recherche partenariale entre Intercep et l'Université du Québec à Montréal.
- Braster, S., 2011, «The people, the poor and the oppressed: the concept of popular education through time» in *Paedagogica Historica: International Journal of the History of Education*.
- Cacérès, B., 1964, *Histoire de l'éducation populaire*, Paris: Seuil.
- Chéné, A. 1991, *Un air populaire: l'éducation populaire autonome au Québec*, Washington, American Association for Adult and Continuing Education, 30 p.
- Coulon, M. J., Le Grand, J-L. (ed.), 2000. *Histoires de vie collective et éducation populaire*. Paris: L'Harmattan, 2000.
- Cunningham, P. 1993, «Let's get real. A critical look at the practice of adult education», *Journal of Adult Education*, vol. 22, p. 3-15.
- Doray, P, Bélanger, P., (à venir) «Retirer à Pierrette pour donner à Alexandre! Le développement de la formation générale des adultes au Québec», *Revue sciences de l'éducation*.

- Fasseur, N., 2005, « La rue Mouffetard, lieu d'ancrage de pratiques d'éducation populaire ? » dans Mustafa Poyraz (dir.), *Les interventions sociales de proximité*, Paris, éd. L'Harmattan, 30-38.
- Ferrer, A., 2011, «The concept of popular education revisited – or what do we talk about when we speak of popular education» in *Paedagogica Historica: International Journal of the History of Education*.
- Fréchette, L., 2003, *Les patros d'hier à aujourd'hui*. Cérès, Gatineau : UQO
- Garibay, F., Séguier, M., 2009, *Pratiques émancipatrices. Actualités de Paolo Freire*. Paris Ed. Syllepse.
- Hall, B., A, Turray, T., 2006, *Review of the state of the field of adult learning: social movement Learning*, Ottawa: the Canadian Council on Learning. 101p.
- Hall, B. L., 2006. «Social movement learning: Theorizing a Canadian tradition». In T. Fenwick, T. Nesbit, & B. Spencer (Eds.), *Contexts of adult education: Canadian perspectives* (pp. 230–238). Toronto: Thompson Educational Publishing.
- Heluwaert, M., 2004, *Pour l'éducation populaire*. Paris: L'Harmattan.
- ICEA, 1991, *L'éducation populaire au Québec : un outil de formation et de promotion collective à reconnaître et à financer*. 33p.
- Jeria, J., 1990, «Popular education: Models that contribute to the Empowerment of learners in Minority Communities. » *New directions for adult and continuing education* n. 48, hiver, pp 93-100.
- Kervella, B. 2004. Histoire et évolution des mouvements d'éducation populaire. Université d'été, filière 17 171.
- Leterrier, J.M., 2001, *Citoyens, chiche !: Le livre blanc de l'éducation populaire*, Éditions de l'Atelier, 2001, 174 p.
- Lottin, A., 2001, (dir.), *L'Université populaire de Lille, Un siècle d'histoire 1900-2000*, Lille, éditions La Voix du Nord, Lille.
- MÉPACQ, 1998, *Le rôle de l'éducation populaire autonome dans la transformation de la société québécoise. Les actes du Colloque*, Montréal : MÉPACQ, 90p.
- Mercier, L. 2002 « Universités Populaires », dans *Dictionnaire des Intellectuels français*, Paris, éditions du Seuil.
- Mignon, J., M. 2007 *Une histoire de l'Éducation populaire*. Paris : La Découverte, 2007. – 264 p.
- Orellana, I., 2010, « La communauté d'apprentissage : une stratégie pédagogique novatrice dace aux enjeux d'un contexte en mutation » dans *De nouvelles configurations éducatives : entre coéducation et communautés d'apprentissage*, sous la direction de Philippe Maubant et Lucie Roger, IRPE, Presses de l'université du Québec, p. 109-124.

Pénault, A., et Francine Senécal, F., *L'éducation des adultes au Québec depuis 1850 : points de repère*, Commission d'étude sur la formation des adultes, 1982, 161 p.
(http://bv.cdeacf.ca/CJ_PDF/2005_07_0004.pdf)

Québec, 2001, *Politique gouvernementale. L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*. Québec : MESS.

Torres, C., 2011, «Dancing on the deck of Titanic? Adult Education, the nation-state and new social movements». *International Review of Education*, 57(1/2) 29-55

Troger, V., 2001, « Les passeurs de l'éducation populaire à la formation continue ». in *Travail et emploi*, n° 86, p. 9-26.

UNESCO, 2009, *CONFINTEA VI. Plan d'Action de Bélem*. Paris: UNESCO.

Walters, S., 2005, «Social movements, class, and adult education» in *New Directions for Adult & Continuing Education*, (106), 53-62.

Vallée, B. 1988 « Évolution des concepts en Éducation populaire », document de travail produit par l'ICEA, Institut Canadien d'éducation des adultes, Montréal, 66 pages.

Articles de presse :

- « [La survie de l'éducation populaire menacée](#) », *Le Devoir*, 12 avril 2013
- « [Motion de l'arrondissement en appui aux centres d'éducation populaire](#) », *La Voix Pop*, 12 avril 2013
- « [Éducation des adultes – L'éducation populaire à Montréal menacée](#) », *Le Devoir*, 6 avril 2013
- « [Les responsables des Centres d'éducation populaire tirent la sonnette d'alarme](#) », *Radio-Canada*, 5 avril 2013
- « [Les centres d'éducation populaire crient à l'aide](#) », *Journal de Montréal*, 5 avril 2013
- « [Il est minuit moins cinq pour les Centre d'éducation populaire](#) », communiqué de presse du député Amir Khadir, 5 avril 2013

ANNEXE 1 -GRILLE D'ENTREVUE ET D'ANALYSE

Thématiques	Sous-thèmes	Questions
Activités (2h30-2h50)	Processus de sélection	• Pourquoi les activités actuelles ?
	Demande	• Démarchage pour comprendre demande ? • Comment s'exprime la demande d'activités spécifiques ? • Distinguer activités de formation (objectif de formation identifié ; activité structurée avec une séquence de plus d'une rencontre) et autres activités soio-culturelles
	Pôles d'intervention/quartier	• Est-ce que les pôles d'interventions représentent les spécificités du quartier ? • Comment un nouveau pôle émerge ?
Éducation/ Formation (2h50-3h20)	Éducation populaire (c'est l'approche qui compte !)	• Qu'est-ce qui distingue un cours de poterie ou d'initiation en informatique offert dans un CEP plutôt que dans une autre institution ? • Comment décrire cette approche transversale ? • Qu'est-ce que vous apprenez au delà de l'activité ?
	Formation des formateurs	FORMULAIRE À REMPLIR
PAUSE		
Impact du Centre	Carrefour Éducatif	• Importance du centre comme milieu éducatif • Notoriété du centre dans leur milieu

(3h30-3h50)		•Image différente de celle des écoles
	Carrefour culturel	•Milieu d'expression des besoins ? • Milieu de vie ? •Milieu d'échange ? •Milieu de réseautage ? •Milieu d'information ? •Milieu d'entraide ?
	Visibilité	•L'éducation populaire a pignon sur rue ! • Identification ? • Facilité le recrutement ?
	(?)Rapprochement école public et éducation des parents (?)Reconnaissance institutionnelle de l'édu pop dans le mandat éducatif de la société	
Impact Des activités (3h50-16h00)	•acquis immédiats (savoir, compétences) •transferts dans l'action (savoir faire) •parcours de vie • dans leur milieu	Ordonnancer les impacts 'connus' (littérature, étude 2005 et atelier mai 2011)
Signatures (16h00)	formulaire de consentement	

ANNEXE 2 - LE TRAVAIL DE PROXIMITÉ DES QUATRE CENTRES PARTICIPANT À LA RECHERCHE

Ateliers d'éducation populaire du Plateau (AEPP)

2009-2010		
TRAVAIL DE PROXIMITÉ AVEC LE QUARTIER	PARTENARIATS Partenariat financier, logistique ou stratégique pour permettre au Centre de poursuivre sa mission dans le quartier	. InterCEP . CSDM . Table de concertation du quartier . Centre Saint-Louis . Centre des ressources éducatives et pédagogiques (CREP) . FQCCL . Corporation de développement économique communautaire . Action solidarité Grand Plateau (ASGP) . CSSS Jeanne Mance . Centraide du Grand Montréal . SAC UQAM . Table de concertation Autour des familles . AHGCQ . Fondation Tim Horton . Cercle des conteurs . Cégep du Vieux Montréal . Semaine québécoise des adultes en formation
	MEMBRE DE : Organismes ou instances au sein desquelles le Centre participe activement	. ICEA . FQCCL . AHGCQ . Table de concertation <i>Autour des Familles</i> . Table de concertation du Plateau (CDC ASGP)
	COLLABORATION ACTIVE Travail commun à la réalisation de projets (spontanés, offre de service, etc.) dans le quartier ou pour la collectivité	. CSSS Jeanne Mance . Radio Centre-Ville . CDC Action Solidarité grand Plateau (ACSGP) . AHGCQ . CREP . Centre d'éducation des adultes Saint-Louis . Cercle des conteurs . FQCCL . ICEA . La Maison Aurore

		. Regroupement des cuisines collectives du Grand Plateau . Table de concertation Petite enfance Saint-Louis/Mile End . SAC UQAM . Centraide . Cégep Vieux Montréal . Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (2007-08-09) . Service bénévole de l'Est (2008-09) . Centre d'écologie urbain (2007-08) . Banque d'échange communautaire de services (BECS 2007-08) . Comité logement du Plateau (2007-08) . CLSC (Plateau et Saint-Louis-du-Parc) . Services Intégrés en Périnatalité et en Petite Enfance (SIPPE) . YMCA
PÔLE D'ACCUEIL (PRÊTS DE LOCAUX OU INITIATIVES DU QUARTIER)	ORGANISMES Organismes utilisant les locaux du Centre (ponctuellement ou régulièrement)	. Cercle des conteurs . Coopératives (Atelier habitation Montréal et autres...*) . Centre d'écologie urbaine . AHGCQ . Radio-Communautaire Centre-Ville . Cuisines collectives du Plateau . École de musique Vincent-d'Indy
	ACTIVITÉS Activités du quartier implantées dans les locaux du Centre	. Parc des Tout-petits . Joujouthèque . Halte-garderie . Parc d'hiver . Café les Gourmandises . Laboratoire informatique
POLE D'INFORMATION	MURALE	. 2 babillards (organisés par volet d'activités et administratifs) . 3 autres babillards (emplois, sorties, et info personnelle)
	PAPIER	. Journal Le partage (1 ou 2/an) . Bottin des ressources du quartier (famille)
	AUTRE	. Service d'accueil . Site Internet . Facebook
PÔLES DE FORMATION	ATELIERS-COURS	. Volet Familles - o Stimulation bébé (6-12 mois, 12-24 mois, 2-4

ET DE SERVICE		- ans) ○ Éveil au langage ○ Massage ○ Pause-Tendresse . Volet Formation ○ Arts (couture, dessin, peinture, céramique, etc.) ○ Langues (espagnol, anglais) ○ Corps (Relaxation, Tai Ji Gong) ○ Ateliers informatiques (initiation, PowerPoint, création de site Web, Word, etc.) . Francisation . Cours de RCR
	FORMATION	. Formation des employés, des bénévoles et des stagiaires . Guide d'intégration à la mission d'éducation populaire . Évaluation des ateliers-cours
	SERVICES	. Clinique d'impôt . Laboratoire informatique . Halte-Garderie . Cuisine Collective (purée de bébé) . Joujouthèque . Café communautaire Les Gourmandises
ACTIVITÉS	ACTIVITÉS PONCTUELLES Activités diverses et sorties socio-culturelles	. Campagne publicitaire grippe H1N1 . « Forum citoyen » ASGP . « Maximum 30 km : notre milieu de vie » Maison Aurore . Comité circulation du Plateau Mont-Royal . Comité du logement du Plateau . Équipe « Solutions justes », clinique d'information à la bibliothèque . Séance d'information Caisse Populaire Desjardins . Cuisine collective . Expovente des Artisans . Activités 5 à 7 . Dîners spéciaux . Sorties extérieures (cabane à sucre, cueillette des pommes, etc.) . Atelier de confection chapo-magik . Panier bio . Campagne annuelle de dons?

	ÉVÉNEMENTS	. Fêtes annuelles (Noël, Halloween, etc.) . Fête de la rentrée . Évènement marquant - o 35^{ème} anniversaire (2009)
AUTRE		. Accueil de Stagiaires (UQAM, Cégep Vieux Montréal, UdeM, YMCA Ottawa)

Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve

2008-2009		
TRAVAIL DE PROXIMITÉ AVEC LE QUARTIER	PARTENARIATS	. InterCEP . CSDM . CDLC-HM (forum de développement social local) . Ministère de la Famille et des Aînés . Ministère de l'éducation, des loisirs et du Sport . Ministères des Services Gouvernementaux . Corporation de développement de l'Est (CDEST) . Fondation Marcelle et Jean Coutu . Cercle de la solidarité (collective du 8 mars) . Coalition des organismes du quartier . Association des haltes-garderies du Québec . FQCCL . SAC-UQAM . Centre St-Pierre . CSSS Lucile Teasdale . Centre Naha . RACJ
	MEMBRE DE :	. Table régionale des organismes Volontaires d'éducation populaire (TROVEP) . FRAPRU . FQCCL . ICEA . RIOCM . InterCEP . Asso. Haltes-garderies du Québec . Collective des Femmes du quartier . Table de concertation des aînés MHM
	COLLABORATION ACTIVE	. CLE Hochelaga-Maisonneuve . Éco Quartier Hochelaga . InterAGIR . Centre Gabrielle Major . École Irénée Lussier . YMCA

	(spontanés, offre de service, etc.) dans le quartier ou pour la collectivité	. Parole d'ExcluEs . La Puce communautaire . Cégep du Vieux Montréal . Université de Montréal . CSDM
PÔLE D'ACCUEIL (PRÊTS DE LOCAUX OU INITIATIVES DU QUARTIER)	ORGANISMES Organismes utilisant les locaux du Centre (ponctuellement ou régulièrement)	. ADDS, Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain . CDCL Conseil du développement local et communautaire . Comité chômage de l'Est de Montréal . Jeunes musiciens du Monde . RVP Regroupement pour la Valorisation de la Paternité . MASSE Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi . Un prolongement pour la famille . Le tour de Lire
	ACTIVITÉS Activités du quartier implantées dans les locaux du Centre	. Locaux spéciaux - o Imusée - o Centre Informatique (CiPEC) - o Friperie - o Halte-garderie - o Café-Cible - o Bar - o Salle communautaire . Activités permanentes - o Pétanque - o Boule-O-PEC - o Cribbage - o Bingo - o Baseball-poches - o Soirées dansantes
PÔLE D'INFORMATION	MURALE	. Babillard de l'emploi
	PAPIER	. InfoPEC
	AUTRE	. Accueil . Service d'accueil . Site Internet
PÔLES DE FORMATION ET DE SERVICE	ATELIERS-COURS	. Secteur Formation-Information - o Arts (théâtre, peinture, poterie, chorale, etc.) - o Corps (Tai chi, yoga, conditionnement physique) - o Anglais - o Cours d'informatique (initiation, bureautique, ateliers techniques, etc.)

		. Université Populaire Hochelaga-Maisonneuve . Alphabétisation populaire
	FORMATION	. Formation du personnel et bénévoles (Plan de formation des employés (17 formations et séminaires) . Formation cuisinière café, responsable friperie, etc . Support à l'organisation communautaire . Accueil de stagiaires
	SERVICES	. Consultation juridique et ligne ouverte juridique . Réinsertion à l'emploi (encadrement, supervision et activités) . Café-Cible . Clinique d'impôts . Friperie . Supervision des clubs (pétanque, Boule-O-PEC, Cribbage, Bingo, Baseball-poches) . Halte-garderie
ACTIVITÉS	ACTIVITÉS PONCTUELLES Activités diverses et sorties socio-culturelles	. Cuisine du monde . Soupe aux nouvelles . Université Populaire . Expo-fête annuelle . Portes ouvertes . Marché aux Puces . Souper Entre AmiEs . Soirées dansantes . Bingo
	ÉVÉNEMENTS	. Fêtes annuelles . Événements marquants - Inauguration UPop HM - Levée de fond Festival Country - Débat électoral fédéral - Rencontre bilan intra PEC - Assemblée générale - Hommage Mme Harel - Stagiaire de La Puce au CIPEC - Rencontre, dir. 1^{er} Musée informatique de Paris - Rencontre InterCEP au CEDA - Débat électoral provincial - 1^{ère} formation UQAM/InterCEP : connaissance des principes en Édu pop (national, international)

		- Party de Noël des bénévoles - Dépouillement de l'arbre de Noël - Formation « édu pop » pour tous les employés du PEC - Manifestation pour logements sociaux - Semaine québécoise des adultes en formation - Souper-bilan InterCEp au PEC - Fête des bénévoles (hommage Dupéré) - Semaine de la dignité - Expo-fête - Manifestation pour un « collectif sans pauvreté » - Concert annuel de la chorale - Piquenique de fin d'année
AUTRE	INCUBATEURS DE PROJETS Projets importants né au sein du Centre	. Joujouthèque . CIBL . Chic Resto Pop

Centre éducatif communautaire René-Goupil

année 2009-2010		
TRAVAIL DE PROXIMITÉ AVEC LE QUARTIER	PARTENARIATS Partenariat financier, logistique ou stratégique pour permettre au Centre de poursuivre sa mission dans le quartier	. Centraide . Caisse Populaire Desjardins Saint-Michel . CSDM . Congrégation Notre-Dame . Alter Ego . Département de la Santé Publique . Direction des Ressources Humaines du Canada . Fédération Québécoise des Centres Communautaires de Loisir . Québec en Frome . Industrie Canada . La TOHU . Ministère de l'Éducation, du Sport et du Loisir . Ministère de l'Emploi et de la Solidarité . Ministère de la Famille et des Aînés . Santé Canada . Ville de Montréal, . Vivre Saint-Michel en Santé

	MEMBRE DE : Organismes ou instances au sein desquelles le Centre participe activement	. Table Concert'Action Enfance-Famille . Comité Semaine Québécoise de la Famille . Aliment'Action . Groupe Action Jeunesse . Club sport et loisir . Table Saint-Michel Est . Vivre Saint-Michel en Santé
	COLLABORATION ACTIVE Travail commun à la réalisation de projets (spontanés, offre de service, etc.) dans le quartier ou pour la collectivité	. Semaine Québécoise de la Famille . Lire, Écrire, Grandir dans St-Michel (LEG) . Aliment'Action . Collectif de la table des écoliers . Table Multi . Magasin Partage . École Bienville . École Joseph-François-Papineau . École Louis-Joseph-Papineau . CSSS St-Michel . Forum Jeunesse de St-Michel . Groupe Action-Jeunesse de Saint-Michel . PACT de rue . GAP-VIES . Maison des Jeunes Saint-Michel . L'Anonyme . Filles d'Action . Mon Resto . Éco-Quartier . Ville de Montréal
PÔLE D'ACCUEIL (PRÊTS DE LOCAUX OU INITIATIVES DU QUARTIER)	ORGANISMES Organismes utilisant les locaux du Centre (ponctuellement ou régulièrement)	.
POLE D'INFORMATION	MURALE	-
	PAPIER	. Rédaction et diffusion d'outils d'information, d'éducation et de sensibilisation (11/année)
	AUTRE	
PÔLES DE FORMATION ET DE SERVICE	ATELIERS-COURS	. Ateliers structurés - o Pôle 6-12 ans (cuisine, danse, arts, aide aux devoirs) - o Pôle 13-17 ans (Soutien scolaire, langues, théâtre, danse, cuisine, arts et médias,

		radio) ○ Ateliers adultes (informatique, langues, culture, développement de soi) ○ Francisation
	FORMATION	. Formation des employés et bénévoles . Formation Aide-Animateur
	SERVICES	. Halte de jour . Clinique juridique . Clinique d'impôts . La Petite École . Halte-Garderie . Mesure alimentaire (Dîner et accompagnement) . Bonne Boîte Bonne Bouffe . Info-Logement
ACTIVITÉS	ACTIVITÉS PONCTUELLES Activités diverses et sorties socio-culturelles	. Camp de jour . Semaine de relâche . Rencontre des parents . Activités libres pour jeunes (6-12 ans) . Projet vidéo de sensibilisation . Sorties estivales (pommes, cabane à sucre, zoo, etc.) . Projet Mosaïque – café . Cafés-échanges . Rencontre avec le conseiller municipal . Distribution de fleurs aux citoyens du secteur . Kiosque Éco-Quartier . Jeux de la rue . Semaine Québécoise des Familles . Journée Internationale de l'Élimination de la Pauvreté . Projet Théâtre Interactif des ados
	ÉVÉNEMENTS	. Fête de la Citrouille . Fête de Noël . Fête des Femmes . Festival des Nations . Fête Parc Ovil-Légaré . Expo-Fête . Fête de reconnaissance des Bénévoles . Fête des Retrouvailles
AUTRE		

Comité social Centre-Sud (CSCS)

2009-2010		
TRAVAIL DE PROXIMITÉ AVEC LE QUARTIER	PARTENARIATS Partenariat financier, logistique ou stratégique pour permettre au Centre de poursuivre sa mission dans le quartier	. Ateliers des lettres . Comité logement Ville-Marie . CDC . Information alimentaire Centre-Sud . Institut de recherche et d'information socioéconomiques (IRIS) . Réseau Solidarité Itinérance Québec (RSIQ) . Sentier Urbain . Comité des orphelins victimes d'abus (COVA) . Association des familles du Centre-Sud . Centraide . CSDM
	MEMBRE DE : Organismes ou instances au sein desquelles le Centre participe activement	. Corporation de développement communautaire Centre-Sud (CDC) . Fédération québécoise des centres communautaires de loisir (FQCCL) . InterCEP . Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) . Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) . Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) . Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs . Table de concertation et d'information pour une garantie alimentaire dans Centre-Sud (CIGAL)
	COLLABORATION ACTIVE Travail commun à la réalisation de projets (spontanés, offre de service, etc.) dans le quartier ou pour la collectivité	. Parc Vivants . Entre deux arbres . Nuit des sans-abri . Marche des Femmes . Rencontre-Cuisines
PÔLE D'ACCUEIL (PRÊTS DE LOCAUX OU INITIATIVES DU QUARTIER)	ORGANISMES Organismes utilisant les locaux du Centre (ponctuellement ou régulièrement)	. Le Chœur Gai de Montréal . Chorale Nuance . Troupe de danse Confidanse . Troupe de danse Country danse D.C. . Jardins de Tessa . CLAC

POLE D'INFORMATION	MURALE	.
	PAPIER	.
	AUTRE	.
PÔLES DE FORMATION ET DE SERVICE	ATELIERS-COURS	. Ateliers d'art (peinture, dessin, bricolage, couture) . Ateliers d'informatique (initiation, autres) . Ateliers sportifs . Alphabétisation
	FORMATION	. Stage pour étudiants en Technique d'assistance sociale et Éducation spécialisée
	SERVICES	. Services alimentaires (OLO, Cuisines collectives, cafétéria, distribution alimentaire) . Service en périnatalité (SIPPE) . Ateliers de lecture, écriture et calcul . Intervention (référencement, soutien, conseil) . Friperie . Clinique d'impôts . Salon communautaire . Salle informatique
ACTIVITÉS	ACTIVITÉS PONCTUELLES	. Mercrediscussions . Ciné-blabla . Soupers spaghetti . Sorties (plage, pommes, cabane à sucre) . Animation Autour d'un conte . Pique-Nique
	ÉVÉNEMENTS	. Souper des bénévoles . Fête nationale . Fête de la rentrée . Fêtes annuelles (Noël, Halloween, etc.)
AUTRE		

